

## **Les illégalismes criminels rapportés au système politique mexicain**

Parmi les pratiques d'influence politique qui dérogent au droit et posent la question de l'application sélective des lois, la corruption apparaît comme la plus révélatrice, qui se manifeste lorsque des acteurs issus du peuple gouverné (entrepreneurs, groupes criminels) concluent des arrangements avec des acteurs institutionnels ou politiques pour favoriser la défense d'intérêts particuliers<sup>1</sup>. Elle suppose donc l'existence des institutions vis-à-vis desquelles elle va s'exercer et remettre en question les principes qui fondent l'Etat de droit. En effet, à travers la corruption des acteurs politiques ou institutionnels, peuvent se trouver infléchis les décisions politiques ainsi que le vote des lois ou l'application de ces dernières (dans les cas, par exemple, de corruption des juges ou des représentants institutionnels

---

<sup>1</sup> Nous nous référons ici à la définition large proposée par Banfield selon qui la corruption est une transaction correspondant à la trahison d'un mandant (la victime) par son mandataire (à qui le mandant délègue un pouvoir pour agir en son nom) allié à un tiers (dont les gains et les pertes résultent de l'action illégale du mandataire). A la différence des escroqueries qui impliquent une trahison entre seulement deux acteurs, la corruption nécessiterait donc une alliance entre deux acteurs au détriment de la victime (le mandant). La cause de la corruption relèverait ainsi de comportements opportunistes d'agents rationnels maximisateurs qui se coordonneraient sur le marché de la corruption ; cependant, la possibilité du phénomène tiendrait aux divergences d'intérêts entre les mandataires et leurs mandants et au fait que l'asymétrie d'informations en faveur des mandataires leur laisse une forte marge de manœuvre discrétionnaire dans leurs comportements pour monnayer des faveurs à des agents tiers ; cf. Banfield (E. C.), *Corruption as a feature of governmental organization*, Journal of Law and Economics, vol. 18, 3, 1975. Nous spécifierons la définition de Banfield en considérant que le tiers peut être soit un agent intégré et il y aura alors une corruption que nous caractériserons d'intra-systémique, soit un agent criminel et on aura alors affaire à une corruption extra-systémique. Afin de complexifier le schéma triangulaire de Banfield, nous lui rajouterons la possibilité de collusions corruptives systémiques (ou structurelles) qui se révèlent lorsque le mandant s'avère complice de son mandataire et tolère que ce dernier le trahisse en s'associant à un tiers ; le mandant peut alors en profiter pour capter lui-même une partie de la rente de corruption. Lorsque ce schéma à trois acteurs – qui peut se complexifier en impliquant d'autres acteurs liés aux trois principaux et, donc, impliquer des réseaux d'acteurs – est associé à une analyse des stratégies des différents acteurs impliqués ainsi qu'au type d'Etat dans lequel ces stratégies corruptives sont développées, il devrait être possible de mettre à jour les rapports de pouvoir et de domination qui déterminent les alliances et contribuent à produire des changements du système global (politique, économique et social). La corruption apparaît ainsi comme une entrée permettant de comprendre les changements du système global.

chargés du maintien de l'ordre public) ; cette dérive corruptive peut ainsi aboutir à des situations d'ingouvernabilité démocratique et donc au retour de l'arbitraire (dictatures, Etat sécuritaire) ou à la délégitimation du politique et des systèmes de représentation.

Il s'agira ici de vérifier cette tendance en fondant l'analyse sur le concept d'informalité politique (comme moyen de mise en œuvre des « *illégalismes* » foucauldien, ces actes illégaux tolérés par les représentants du droit pour la défense de leurs intérêts de classe<sup>2</sup>), cette dernière étant basée sur une négociation entre agents privés pratiquant l'illégalité et agents publics défendant la légalité, qui aboutit à des arrangements perpétuant l'illégalité. L'informalité politique peut se décliner de différentes manières, parmi lesquelles : 1) en pratiques opportunistes d'arrangements entre amis aux intérêts convergents, chacun des contractants ayant un objectif commun de pacification des rapports sociaux par la pratique tolérée de la corruption (par exemple, l'occupation illégale d'un espace public par des commerçants informels sera tolérée par les pouvoirs publics dont l'intérêt sera de conforter leur pouvoir clientéliste en maintenant les occupants illégaux dans l'illégalité et, donc, dans l'allégeance à un pouvoir officiel bienveillant qui tolère leur transgression, ou cas d'un inspecteur municipal exigeant une commission d'un commerçant informel pour que ce dernier puisse continuer à occuper illégalement l'espace public), 2) en pratiques souterraines d'exercice du pouvoir (espionnage, conclusion de pactes, manipulation de l'information, diffusion de fausses rumeurs) ou de déstabilisation d'un pouvoir et de ses représentants (complots, diffusion de fausses rumeurs), 3) en rapports de forces soit entre amis aux intérêts divergents (cas des administrations fiscales étatiques en lutte contre des banques nationales qui encouragent l'évasion fiscale, ou cas des associations de résidents manifestant contre des autorités politiques dont elles sont la clientèle électorale, pour revendiquer la régularisation de leur occupation illégale de l'espace), soit entre ennemis aux intérêts convergents (cas du partage d'une rente territoriale ou économique illégale entre trafiquants de drogues et autorités politiques ou administratives), soit entre ennemis aux intérêts divergents (cas du marché de la protection qui aboutit à l'extorsion des commerçants ou des entrepreneurs par des groupes criminels), ces rapports de forces utilisant la menace ou l'intimidation, avec l'objectif d'établir une entente – pérenne ou précaire, selon les cas – qui débouche sur une pacification des

---

<sup>2</sup> La notion « *d'illégalismes* » permet à Foucault d'éviter le mot « *délinquance* », trop couramment usité et faisant référence à une nature prédélinquante reconnaissable. Foucault utilisait le concept opératoire *d'illégalisme de droit* afin de qualifier les comportements transgressifs de la bourgeoisie dirigeante du XIX<sup>e</sup> siècle qui se donnait ainsi « *la possibilité de tourner ses propres règlements et ses propres lois...* » afin d'assurer une circulation économique dans les marges de la législation, marges prévues par ses silences, ou libérées par une tolérance de fait (fraudes fiscales par exemple). Selon Foucault, les illégalismes de droit sont distincts des *illégalismes de biens* qui font référence aux illégalismes commis par les classes populaires (rapines, vols, braconnage, etc.), tolérées durant plusieurs siècles par des autorités bienveillantes pour s'assurer l'allégeance de leurs serviteurs mis dans une situation d'obligés ; cette situation perdura en Europe occidentale jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et l'avènement de la société bourgeoise capitaliste, période au cours de laquelle fut engagée une répression stricte de ces illégalismes. Toujours selon Foucault, cette distinction a entraîné une différenciation des circuits judiciaires : « *pour les illégalismes de biens, pour le vol, les tribunaux ordinaires ; pour les illégalismes de droit (fraudes, évasions fiscales, opérations commerciales irrégulières) des juridictions spécialisées avec transactions, accommodements, amendes atténuées, etc.* ». Cf. Foucault (Michel), *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

rappports sociaux. Pour ce qui concerne les rapports de forces entre ennemis, l'hypothèse tactique que nous chercherons à vérifier, est que le marché de la protection pratiqué par des acteurs criminels ne peut se développer sans qu'il y ait corruption des acteurs institutionnels, ces derniers ne pouvant ignorer le racket, mais le laissant-faire avec l'objectif soit d'en profiter financièrement, soit d'établir une forme de sous-traitance de l'ordre public aux groupes criminels ; cette corruption-extorsion révélera des rapports de domination différents entre représentants institutionnels et agents criminels, selon les Etats qui y sont confrontés. Il en découle une autre hypothèse : pour éviter un risque systémique, le pouvoir se donnerait la capacité de négocier l'application de la loi, favorisant ainsi une marchandisation tolérée de la loi qui permettrait, à travers une corruption contrôlée, de garantir la reproduction du pouvoir légal et la domination de ses représentants sur les différents acteurs sociaux composant le peuple gouverné, ce dernier incluant donc les acteurs de la marge ; ces négociations procéderaient d'une survivance de pratiques clientélistes au sein des différents systèmes politiques. Entre quels acteurs vont s'opérer les alliances au sein de ce gouvernement parallèle et réel ? Cette corruption peut-elle déboucher sur une intégration ou sur une infiltration des acteurs de la marge ? Ces acteurs de la marge peuvent-ils se transformer en acteurs politiques dominants et contribuer à la transformation des systèmes politiques ? Comment se composent et se décomposent leur base sociale ? Le clientélisme, comme norme sociale et comme pratique politique "normale", impliquant des pratiques d'arrangements plus ou moins corruptifs, constitue-t-il une structure déterminante de l'action politique ? Et comment le clientélisme s'exerce-t-il de façon différenciée en fonction des différents systèmes politiques à partir desquels les nations se développent ? Telles sont les questions qui se posent à l'interface de l'application de la loi et de l'usage de pratiques corruptives.

Dans un contexte géopolitique post-guerre froide, l'affrontement entre blocs n'est plus déterminant parce que le monde s'est multi-polarisé. Depuis le début des années 1990, les nouvelles guerres sont plutôt des guerres asymétriques et de basse intensité et les nouveaux ennemis sont les guérillas, les groupes terroristes, les groupes criminels et les migrants économiques illégaux, autant d'acteurs qui se jouent des frontières. Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, le contrôle des frontières demeure donc un enjeu de sécurité nationale, justifié par le fait que les acteurs transnationaux de la marge constituerait un risque pour les relations intra-internationales de par leur capacité à se convertir en acteurs politiques ; il s'en suivrait un risque de criminalisation du politique par des acteurs extérieurs à la sphère politique traditionnelle qui parviendraient à infiltrer et à déstabiliser l'Etat et les économies formelles, ou à infléchir en leur faveur les politiques décidées par les représentants de l'Etat. De quelle manière les systèmes politiques peuvent-ils s'avérer perméables à l'émergence d'une nouvelle catégorie d'acteurs que sont les mafias criminelles ? Telle est la question qui sera posée à partir du cas mexicain, pays émergent charnière entre le Sud et le Nord du continent américain, mais également pays à partir duquel s'opèrent le trafic intracontinental et une partie du trafic transcontinental de cocaïne. Comment se fait-il que la guerre déclenchée contre la

drogue en 2007 au Mexique se soit soldée par près de 100 000 victimes et que les activités criminelles y soient toujours aussi prospères ?

## I. Le système politique mexicain.

Le système politique mexicain est structuré par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui fut officiellement créé en 1946<sup>3</sup>. Le PRI a été le parti dominant au Mexique jusqu'à la fin des années 1990, exerçant le monopole du pouvoir politique.

Le système politique mexicain est de type présidentieliste, le président incarnant le parti qui, lui-même, représente le peuple dans sa majorité. Le choix du président est donc déterminant pour la légitimité du parti. Jusqu'au mandat de Carlos Salinas de Gortari inclus (1988-1994), le système de succession présidentiel qui a prévalu a été celui du « *dedazo* », le président sortant désignant son successeur (en le montrant du doigt) ; la règle implicite était que le président sortant s'engageait à ne pas interférer dans l'administration de son successeur tandis que ce dernier s'engageait à ne pas demander de compte à son prédécesseur (le « *finiquito* » ou "solde de tous comptes"), notamment à propos des affaires de corruption ou de détournements de fonds publics dont se seraient rendus coupables les membres de l'administration précédente qui demeuraient donc impunis. Chaque nouveau président disposait de dossiers compromettants concernant l'administration de son prédécesseur, obligeant ainsi ce dernier au silence et au retrait de la vie publique et contraignant les membres de son groupe à faire acte d'allégeance au nouveau pouvoir. Le système reposait donc sur un chantage implicite fondé sur la tolérance de la corruption : la transgression des lois pour un profit personnel était tolérée à condition que la rente de corruption ne soit pas monopolisée ; dans le cas contraire, qui aurait signifié une rupture de l'engagement de loyauté envers le parti et de solidarité envers ses membres, la machine judiciaire était déclenchée ce qui signifiait que l'application du droit était sélective, sanctionnant les traîtres ne respectant pas les arrangements implicites. Le refus des arrangements de pouvoir et de l'allégeance à la nouvelle autorité donnait lieu à des règlements de compte politiques, chaque clan du pouvoir disposant de dossiers compromettants pour les autres clans. La guerre des clans était cependant soumise à l'intérêt supérieur du parti. C'était en effet le Parti-Etat qui constituait le fondement du système politique global auquel devait se soumettre les différents clans en compétition pour le contrôle des différents pouvoirs (exécutif, législatif et administratif) aux

---

<sup>3</sup> La révolution mexicaine dura de 1910 à 1911 ; elle fut suivie d'une guerre civile qui se prolongea jusqu'à la promulgation de la Constitution de 1917, d'une période de règlements de comptes à la tête de l'Etat (1917-1926) et d'un soulèvement populaire régional (la *guerre des Cristeros* qui dura de 1926 à 1929) à la suite duquel le pays fut stabilisé et unifié. Le PRI est l'héritier des partis post-révolutionnaires PNR (Parti national révolutionnaire qui gouverna le pays de 1929 à 1938) et du PRM (Parti de la révolution mexicaine, au pouvoir de 1938 à 1946). L'article 7 de la déclaration de principes du PRI le définit comme un parti social démocrate. Pour une analyse du mode de gouvernement du PRI et des rapports de ce dernier au monde du crime jusqu'à la fin des années 1990, cf. Rivelois (Jean), *Drogue et pouvoirs. Du Mexique aux paradis*, Paris, Ed. L'Harmattan, 1999.

différents niveaux de gouvernement (fédéral, régional et municipal). Jusqu'à la fin des années 1990, le Parti-Etat était soumis aux règles du présidentielisme durant l'exercice des mandats présidentiels, ce qui signifie que les décisions en dernier ressort appartenaient au président de la République. Pendant les périodes de transition, c'est-à-dire entre deux mandats, les responsables du parti, c'est-à-dire les responsables de chaque clan à l'intérieur du parti – dont le clan présidentiel sortant qui, à cette occasion, ne représentait qu'un clan parmi d'autre, le président disposant néanmoins d'une voix prépondérante mais pas obligatoirement majoritaire –, se réunissaient pour choisir un futur candidat qui ne soit pas issu du groupe du président sortant. Ce choix se faisait sur la base d'un consensus entre clans, marquant soit la continuité, soit la rupture d'avec la politique suivie par le président sortant, mais toujours dans l'intérêt du Parti-Etat qui, sur ces fondements, pérennisait son contrôle du pouvoir ; la décision d'un nouveau candidat au poste présidentiel était ensuite avalisée par les délégués du parti. La rotation de la rente du pouvoir, et, donc, de la rente de corruption, était assurée par la règle constitutionnelle de non renouvellement des mandats. Par ailleurs, chaque président renouvelait les alliances passées par son prédécesseur à la fois afin de marquer son indépendance et son autorité, mais également pour ouvrir la rente de corruption aux membres de son groupe qui en avaient été exclus au cours de l'administration précédente<sup>4</sup>. Ces alliances concernaient les acteurs intégrés (groupes d'entrepreneurs, leaders sociaux).

Pour ce qui concerne l'exercice du pouvoir, jusqu'à l'alternance de 2000 au cours de laquelle le PRI dut abandonner le pouvoir exécutif fédéral au Parti action nationale (PAN) durant deux mandatures présidentielles, il s'opérait sur une base clientéliste ; le Mexique était devenu un Etat clientéliste. Le clientélisme d'Etat consistait en un emboîtement des clientèles au sein du parti (le lider social entretient sa clientèle ; il fait partie de la clientèle du lider politique local qui appartient lui-même à la clientèle du lider politique municipal...) : rien n'échappait au parti, tout remontait vers le parti qui était au service du gouvernement ; en haut de la pyramide, on trouvait le gouvernement, le président et les instances dirigeantes du parti. Le parti assurait la promotion de ses membres les plus performants et les plus dévoués (du niveau local au niveau municipal et à celui des députés régionaux et fédéraux ; du niveau municipal au choix du gouverneur...) ; le président décidait en dernier ressort pour les postes les plus importants. Le parti tolérait l'enrichissement de ses membres influents par la captation de la rente de corruption à deux conditions : qu'ils redistribuent une partie de celle-ci pour l'entretien de leurs clientèles sociales – qui sont également les clientèles du parti sur lesquelles ce dernier s'appuie pour en retirer sa légitimité –, et qu'ils demeurent fidèles aux hiérarchies du parti et, donc, au président ; ces deux conditions étant respectées, le parti assurait la

---

<sup>4</sup> Cf. Kaufman Purcell (S.), *Estado y sociedad en Mexico. Debe un sistema politico estable institucionalizarse ?*, in *Foro International*, n° 20, 1980. Cf. également Smith (P.), *Los laberintos del poder. El reclutamiento de la élite politica en Mexico (1910-1917)*, Mexico, éd. Del Colegio de México, 1982, ouvrage dans lequel l'auteur caractérise la rotation du pouvoir au Mexique comme une recommandation claire : « Enrichissez-vous au maximum pendant que vous occupez un poste politique. L'enrichissement personnel est une tradition mexicaine qui constitue une manière d'assurance et de protection sociale » (p. 313-314).

protection de ses cadres corrompus ; si les cadres trahissaient le parti ou le clan politique au pouvoir, ils s'exposaient à des sanctions pénales pour délit de corruption ; leur fidélité reposait donc sur un chantage implicite ; l'allégeance au parti impliquait une loyauté envers ses représentants situés à un niveau hiérarchique supérieur ainsi qu'une assistance aux membres du parti situés à un niveau hiérarchique inférieur ; ainsi, chaque membre se trouvait dans un statut d'obligé de par le fait qu'il s'était inscrit dans un régime de faveurs et qu'il en avait bénéficié ; le système fonctionnait donc sur une dette qui était à la fois morale, politique et financière et c'est cette dette qui garantissait la stabilité et la reproduction du pouvoir du PRI. Le système clientéliste priiste était à la fois englobant et décentralisé ; il fonctionnait par délégation de pouvoirs aussi bien en direction des représentants des pouvoirs institués qui devaient être fidèles au président, que des caciques locaux inféodés au parti, ce dernier ayant pour fonction de relayer la politique décidée par le président ; il intégrait tous les groupes sociaux constitués (syndicats corporatistes liés au parti, partis satellites du PRI, groupes de commerçants informels non syndiqués, associations civiles, organisations patronales, clergé...); seuls échappaient à cette intégration les deux principaux partis d'opposition, le PRD (Parti de la révolution démocratique, à la gauche du PRI, fondé en 1989 à partir d'une scission du PRI et qui dispose de ses propres clientèles sociales) et le PAN (Parti action nationale, fondé en 1939 sur la base d'une idéologie social-chrétienne et ne dispose pas d'un enracinement populaire important), tolérés tant qu'ils ne remettaient pas en question l'hégémonie du PRI. Le système clientéliste priiste était également décentralisé, fonctionnant du haut au bas des pyramides politique, sociale et administrative à toutes les échelles du territoire et à tous les échelons administratifs et politiques.

Le système clientéliste priiste était fondé sur une institutionnalisation de la corruption qui, en plus d'être redistributive, marquait véritablement le pouvoir : seuls les plus riches et les plus puissants étaient en mesure de redistribuer généreusement parce qu'ils étaient les plus corrompus et qu'ils étaient protégés par leur double statut d'agent d'une administration officielle et de membre du parti. Il s'en suit que, conformément à la première règle de l'Etat bureaucratique clientéliste – dont le Mexique était un modèle –, plus on est proche de la loi, plus importante est la capacité de corruption dont on dispose et plus élevés sont le statut social et la position politique qu'on retire de cette corruption, si bien que ce sont les agents qui font les lois (représentants politiques), ceux qui les appliquent (agents administratifs, policiers, juges, douaniers...) qui seront le plus à même, de par leur proximité à la loi, de commercialiser des passe-droits (contournement ou transgression tolérés des lois) qui constituent leur rente de corruption ; la rente politique légale se trouve donc fondée sur des pratiques corruptrices illégales tolérées à condition qu'elles confortent les pouvoirs établis, ce qui implique une allégeance au parti et une fidélité à ses représentants de la part de celui qui dispose d'une rente de corruption ou qui en bénéficie. La deuxième règle de ce type d'Etat est basé sur le fait qu'il est nécessaire que la loi existe pour pouvoir la transgresser ou la contourner, si bien que, plus les lois seront nombreuses, plus importantes seront les

opportunités de corruption et plus élevés seront les bénéfices retirés de la rente de corruption. Cependant, au sein de l'Etat mexicain priïste, si la transgression des lois était tolérée de la part des représentants du pouvoir et de l'administration, les bénéficiaires de cette rente devaient respecter une troisième règle : que la corruption ne débouche pas uniquement sur de l'enrichissement personnel mais qu'une partie des bénéfices qui en étaient retirés serve à l'entretien des clientèles non seulement professionnelles, mais également sociales, ces dernières étant à la base de la légitimité du pouvoir politique. Cette redistribution s'opérait en interne, au sein des administrations, chacun des membres de l'administration redistribuant une partie de ses bénéfices de corruption à son chef de service qui faisait de même en faveur de son responsable hiérarchique (corruption hiérarchique pyramidale qui, comme dans une pyramide de Ponzi, profite le plus à celui qui se trouve au sommet de la hiérarchie) ; elle s'opérait également en externe pour l'entretien des clientèles où elle consistait à la fois en un échange de faveur contre service, ce service pouvant être réglé soit sous forme de commission financière occulte, soit sous forme d'allégeance symbolique à un maître de clientèle, soit d'une manière immatérielle comme, par exemple, par un vote – et un appel au vote auprès de la famille et du voisinage – en faveur de celui qui a octroyé la faveur. Dans tous les cas, le fait de recevoir une faveur engageait son bénéficiaire, et le fait de distribuer une faveur marquait le pouvoir de celui qui l'octroyait<sup>5</sup>. Ce système était donc fondé sur l'endettement (moral ou financier) du bénéficiaire à l'égard du maître de clientèle, ce dernier se retrouvant lui-même endetté vis-à-vis de son maître hiérarchique de clientèle qui lui octroyait également des faveurs, et, notamment la faveur de pouvoir tirer bénéfice d'une transgression tolérée de la loi.

Pouvoir et influence étaient donc inséparables si bien que la corruption ne consistait pas simplement en un détournement des finances publiques, mais elle se fondait également sur le trafic d'influence : plus on était puissant, plus on était à même d'intercéder pour octroyer ou obtenir une faveur. Ce commerce de la faveur et de l'influence était perceptible par le fait qu'il était impossible d'entreprendre ou de vouloir contourner une loi ou une réglementation sans bénéficier d'une recommandation, basée sur la confiance, de la part d'un agent lié à un autre d'un statut supérieur. La lutte pour le pouvoir était elle-même soumise à ce type d'influences : était le plus puissant celui qui disposait de davantage d'introductions au sein du pouvoir officiel et la valeur d'un clan politique se mesurait donc à l'influence politique (ascendante) et sociale (descendante) de celui qui le dirigeait ainsi qu'à la capacité de ce dernier à fédérer différentes clientèles. Grâce au trafic d'influence, la corruption pouvait également se diffuser dans le corps social à travers une chaîne d'interdépendances où des intermédiaires placés à des points de passage obligés monnayaient leur influence. Pour exister et agir, il était donc nécessaire d'appartenir à un réseau d'influence et la capacité à mobiliser une partie de ce réseau était le signe d'un statut plus ou moins élevé dans les hiérarchies politique et sociale. Les intermédiaires influents les plus importants étaient les leaders sociaux,

---

<sup>5</sup> Cf. Morris (St.), *Corrupcion y politica en el México contemporaneo*, Mexico, éd. Siglo 21, 1992.

les représentants syndicaux, les représentants locaux du parti (de par leur ancrage social et les liens qu'ils entretenaient avec les politiques) ainsi que les responsables administratifs, les anciens responsables politiques (de par leur connaissance des membres des réseaux de pouvoir) et les avocats (de par leur proximité à la loi, leur connaissance des failles de celle-ci et les liens qu'ils entretenaient avec "les gardiens de la loi" qu'ils étaient chargés, par leurs clients, de corrompre, partageant ainsi avec eux les bénéfices de la rente de corruption).

Un tel système fondé sur la corruption généralisée, la tolérance des illégalismes, le chantage vis-à-vis des adversaires politiques, le commerce de l'influence et l'établissement d'un enchaînement de dettes liant les membres des hiérarchies constituait à la fois le fondement du pouvoir priiste et la garantie de la pacification des rapports sociaux, mais à trois conditions : 1) qu'existe une rotation du pouvoir, c'est-à-dire que la rente de corruption soit ouverte et non monopolisée par un clan politique, 2) que l'entrée dans les clientèles soit également ouverte afin d'intégrer le maximum de membres à l'intérieur de celles-ci, et 3) qu'existe une rente disponible de corruption pour alimenter la redistribution ascendante et descendante des bénéfices de la corruption. Telle fut l'origine du pouvoir priiste, ce dernier allant de pair avec une l'idéologie qui habillait la légitimité de ses dirigeants et consistait en ce que le bénéfice d'une faveur dont profitait un obligé occultait toujours l'intérêt politique ou financier retiré par celui qui avait octroyé la faveur. Mais le bénéfice était également collectif car ce type de corruption redistributive était simultanément un amortisseur des inégalités et un moyen de reproduire les inégalités liées au statut que procurait le fait de se situer à un point stratégique de la captation de la rente de corruption. De plus, l'existence d'une multitude d'intermédiaires obligeait en même temps à effectuer un calcul de leur efficacité se rapportant à leur place à l'intérieur du réseau, mais également à entretenir une relation personnalisée avec les représentants du pouvoir et de l'administration. Ce rapport personnalisé de type paternaliste qui caractérisait le clientélisme priiste de la bureaucratie mexicaine s'avérait contraire à la bureaucratie dépersonnalisée de type wébérien où l'anonymat apparaît comme une condition de l'établissement progressif d'un Etat de droit.

Ce système clientéliste d'Etat, fondé sur la captation de la rente de corruption et la redistribution sociale d'une partie de cette dernière, fonctionna jusqu'en 2000 où, sous la pression populaire provoquée par l'accroissement des inégalités – celles-ci étant dues autant à la libéralisation de l'économie entamée à partir de 1994 qu'à une captation de plus en plus élitiste et excluante de la rente de corruption (l'enrichissement par le haut et pour le haut)<sup>6</sup> –,

---

<sup>6</sup> La première manifestation régionale, d'ampleur nationale, contre la libéralisation de l'économie mexicaine fut le soulèvement armé zapatiste au Chiapas qui eut lieu le 1<sup>er</sup> janvier 1994, jour de l'entrée en vigueur de l'ALENA. Ce soulèvement marqua l'échec de PRONASOL, le programme de Solidarité mis en place et développé sous le gouvernement de Salinas de Gortari (1988-1994) et dont l'objectif déclaré était de combattre la pauvreté avec la participation des communautés, à travers la création de comités de solidarité financés directement par le gouvernement afin d'éviter les éventuels détournements par les organisations sociales corporatistes traditionnelles, les administrations et les élites politiques locales ; les fonds alloués par le gouvernement central furent cependant déviés au Chiapas dans un but clientéliste. En fait, PRONASOL visait à occulter et à atténuer les effets d'accroissement de la pauvreté résultant de l'ajustement macro-économique décidé par le gouvernement Salinas en vue de l'entrée du pays dans



le PRI vit sa légitimité décliner et dut céder le pouvoir au niveau présidentiel fédéral ; le vote de 2000 fut donc surtout un vote de sanction du PRI plutôt qu'un vote d'adhésion au PAN et, même si, à cette occasion, le PRI perdit l'exécutif fédéral, il conserva néanmoins le contrôle de la plupart des Etats fédérés, la majorité des gouverneurs lui étant toujours affiliée, tandis que le PAN ne disposait pas d'une majorité absolue au parlement fédéral et devait composer, de manière pragmatique, avec les deux autres partis de gouvernement pour trouver une majorité, ce qui limita considérablement ses possibilités de changement du système politique. L'alternance ne parvint donc pas à déboucher sur une alternative.

Quant au système politique faisant coïncider un présidentielisme hiérarchique et centralisé avec une gestion décentralisée et redistributive de la rente de corruption, il a également pris fin en 2000. Cependant, la pratique du clientélisme et les pratiques corruptives qui lui sont liées n'ont pas pris fin pour autant ; elles continuèrent à former la structure du pouvoir et à être exercées, à des niveaux divers et avec une efficacité variable, par les trois partis de gouvernement. Mais c'est le PRI qui, même exclu du pouvoir fédéral, a continué à en bénéficier le plus, de par son influence aux niveaux régional et local et du fait que le PAN ne disposait pas de suffisamment d'enracinement social ainsi que d'expérience du pouvoir et de la pratique de la corruption institutionnelle pour en retirer des bénéfices politiques. Finalement, le cas mexicain s'avère paradigmatique de l'évolution des systèmes politiques contemporains dans le sens où il pose le problème de la possibilité de faire émerger un système politique alternatif différent à la fois du système clientéliste-corporatiste et du système libéral-démocratique<sup>7</sup>.

En 2012, le PRI a reconquis le pouvoir fédéral, le peuple l'ayant adoubé afin qu'il mette son expérience de la négociation au service de la recherche d'un arrangement avec les groupes de narcotrafiquants, qu'il rétablisse l'autorité de l'Etat et mette fin à l'insécurité et à l'augmentation de la violence qui minent la société mexicaine depuis qu'en 2007, avait été entamée "la guerre contre la drogue". Mais le PRI comme structure hiérarchique pyramidale dirigée par un président qui dispose de toute l'autorité de l'Etat n'existe plus. Progressivement, le PRI s'est lui-même "libéralisé" et régionalisé, le président devant aujourd'hui négocier avec les grands caciques régionaux que sont les gouverneurs ; et, dans ce rapport de forces entre différents niveaux de pouvoir, le niveau présidentiel fédéral ne semble plus prédominant. Or, certains de ces gouverneurs, parmi les plus puissants, dirigent des Etats où l'influence des narcotrafiquants est prédominante.

---

l'ALENA. Cf. Zibechi (Raúl), *Progre-sismo : la domesticación de los conflictos sociales*, Santiago du Chili, Quimantú, 2011.

<sup>7</sup> Le Mexique est l'un des seuls pays du sous-continent à n'avoir pas connu d'alternance de gauche au niveau national. Par deux fois, la victoire du PRD lui aurait été volée, en 1988 par le PRI et en 2006 par le PAN. Le président élu en 1988 a ensuite procédé à la restructuration libérale de l'économie qui a précédé l'entrée du Mexique dans l'ALENA ; le président élu en 2006 a entamé la guerre contre la drogue. Dans les deux cas, les présidents mal élus ont donc développé des politiques pro-américaines.

## II. Périodisation du rapport politique entre pouvoir et mafias de la drogue au Mexique.

Les différentes étapes qui, dans le Mexique contemporain, ont marqué un changement dans les rapports entre les pouvoirs (politique et institutionnel) et les acteurs sociaux des marges sont :

2.1) la période priiste (des années 1930 à 2000), caractérisée par le clientélisme d'Etat, la corruption institutionnalisée, la violence institutionnelle sélective et la sous-traitance de l'ordre public aux caciques locaux (lidés sociaux, agents administratifs et représentants du parti dans les villes, ainsi que les moyens et grands propriétaires terriens, les *rancheros*, dans les campagnes) placés sous l'autorité discrétionnaire des grands caciques régionaux que sont les gouverneurs ; au cours de cette période s'est effectué un contrôle politique des marges externes par le centre. Certaines dates marquantes sont à retenir au cours de cette période, qui ont provoqué une réorientation du processus politique d'intégration sociale et modifié les rapports entre pouvoirs et marges criminelles :

- 1930-1970 : ces dates marquent le « miracle mexicain » caractérisé par la croissance économique du pays, celle-ci étant impulsée par l'application du modèle d'industrialisation par substitution des importations (ISI) qui protégea et encouragea le développement des industries nationales. Au cours de cette période, les importations commerciales furent fortement réglementées afin de favoriser un développement autocentré, et la contrebande (la *fayuca*) devint la principale rente illégale appropriée autant par les agents officiels commercialisant la transgression des réglementations ou contrôlant des entreprises d'import-export informel, que par les petits contrebandiers devant acquitter une commission aux gardiens de la loi pour faire passer illégalement leurs marchandises aux postes frontières ; cette rente était décentralisée et redistributive. Les routes du commerce illégal binational à grande échelle étaient maintenant tracées et les moyens corruptifs de faire transiter les marchandises étaient rodés ; ce sont ces mêmes routes et ces mêmes méthodes qui seront ensuite utilisées pour le trafic de drogues. Parallèlement de nombreux marchés informels ouvrirent où étaient commercialisées les marchandises importées illégalement ; une nouvelle rente publique illégale apparut pour tolérer la commercialisation illégale des marchandises de contrebande ; les marchés informels serviront ensuite pour abriter les activités souterraines et commercialiser leurs marchandises.
- 1982 : après les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 qui aboutirent à une envolée des prix du pétrole et à "la gestion de l'abondance" au sein des pays producteurs, un contre-choc pétrolier survint en 1982 sous l'effet conjugué de la baisse du prix du pétrole et de l'augmentation des taux d'intérêts liés à la dette extérieure ; face à cette situation, le président López Portillo décida d'arrêter le paiement de la dette, dévalua le peso et nationalisa le système bancaire et d'autres industries qui étaient sévèrement affectées par la crise financière. Ce fut la première hémorragie sociale qui précipita de nombreux travailleurs mexicains dans les activités informelles ; les activités informelles illégales firent office d'amortisseur de la crise et, simultanément, la corruption publique liée leur tolérance augmenta, servant de second

amortisseur à la crise. Par ailleurs, de nombreux Mexicains perdirent leurs économies du fait de la dévaluation et la confiance dans les banques fut sérieusement entamée ; c'est ce qui explique l'ouverture des réseaux d'évasion fiscale qui seront ensuite utilisés par les narco-trafiquants pour blanchir leurs bénéfices. Cette crise économique-financière fut également à l'origine d'une mutation du système global.

- 1983-1985 : première transition institutionnelle du système global à travers le vote des lois de décentralisation municipale qui aboutit à l'autonomisation des pouvoirs locaux municipaux et favorise l'emprise des mafias sur ces derniers.
- 1991 : seconde transition institutionnelle du système global opérée à travers l'élection des gouverneurs au suffrage universel qui permettra de diminuer le pouvoir présidentiel en cas d'alternance politique et le maintiendra en période de continuité priiste au niveau fédéral, le parti assurant, dans ce dernier cas, le lien entre le président et les gouverneurs par delà le suffrage universel. Accessoirement, le renforcement de la légitimité des gouverneurs permettra d'accroître le contrôle politique des marges par les régions et facilitera la captation publique de la rente privée illégale d'origine criminelle. La rente publique de corruption extra-systémique régionale put commencer à fonctionner.
- 1992 : première transition économique du système global à travers la réforme de l'article 27 de la Constitution qui supprima la disposition établissant les *ejidos*<sup>8</sup> et qui, en autorisant leur division et leur vente, aboutit à une privatisation des parcelles communautaires dans les zones rurales et péri-urbaines ; dans les zones rurales, les *ejidos* se caractérisaient par une faible productivité liée à une agriculture de subsistance, et étaient l'objet de reventes illégales pratiquées à grande échelle si bien que la loi de 1992 légalisa une privatisation de fait déjà ancienne. C'est ainsi que fut tarie la rente publique de corruption liée à la rente foncière et que, pour compenser cette perte, les autorités officielles se focalisèrent sur la rente de corruption liée au trafic de drogue. Les petits paysans se retrouvèrent expulsés de leurs terres et une partie d'entre eux alla rejoindre l'économie informelle urbaine ou l'économie souterraine. Les *rancheros* profitèrent de cette privatisation pour régulariser leurs terres, accroître la superficie de ces dernières et s'autonomiser du pouvoir politique. Dans les zones rurales, ils devinrent les principaux caciques locaux.

---

<sup>8</sup> Les *ejidos* sont une conquête de la révolution qui, à travers une réforme agraire, a procédé à une redistribution des terres des anciennes *haciendas* au profit des petits paysans ; cette réforme qui était inscrite dans l'article 27 de la Constitution de 1917 et avait été officialisée dans la *Ley de Ejidos* de 1920, instituait la propriété fédérale et collective des terres ainsi que l'usufruit collectif de ces dernières, sans possibilité légale de les vendre ou de les céder. Dans la pratique, les enfants héritaient de la parcelle de leur père et, comme les terres étaient dédiées à une agriculture de subsistance peu rentable, elles étaient souvent vendues à un autre *ejidatario* qui à la longue reconstituait pour lui et sa famille une grande propriété. Ces pratiques engendrèrent une corruption à grande échelle des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture afin qu'ils tolèrent la transgression de la loi qui aboutissait à une privatisation informelle des terres ; il en résultait également des conflits récurrents entre autorités ejidales et officielles (municipales et fédérales) liés à la tenure de la terre, les parcelles ayant été vendues ou transmises en échange de titres de propriété illégaux. Cette réforme apparut comme un contrat entre l'État et les paysans, donnant satisfaction à ces derniers qui réclamaient des terres, et permettant à l'État de se constituer une base politique et sociale soutenant le parti au pouvoir, ce dernier contrôlant les paysans à travers un syndicat paysan corporatiste inféodé au parti (la *Confederación Revolucionaria de Obreros y Campesinos*, CROC, créé en 1952). La paysannerie fut ainsi le client et l'acteur politique privilégié du régime jusqu'à la libéralisation de l'économie au début des années 1990.

• 1994 : seconde transition économique du système global, qui se manifeste par de nombreuses privatisations, l'entrée du Mexique dans l'ALENA, la dérèglementation financière – le pays s'ouvrant aux spéculateurs, investisseurs et banquiers américains qui profitèrent de sa main-d'œuvre, de ses productions, de ses matières premières et purent entrer dans le capital de nombre d'entreprises publiques privatisées<sup>9</sup> – et ouverture des frontières aux échanges internationaux, l'ensemble entraînant une dévaluation du peso qui fit entrer le Mexique dans une nouvelle crise économico-financière car la mise au niveau du Mexique au sein de l'ALENA entraîna une dévaluation de la monnaie mexicaine. Après avoir inondé le marché mexicain de leurs marchandises, ce qui contribua à creuser le déficit de la balance commerciale, les Américains prirent part au sauvetage du pays après la crise de 1994<sup>10</sup> ; en échange, ils lancèrent une véritable OPA sur toutes les entreprises rentables du pays, que la dévaluation avait laissées en manque de liquidités pour rembourser leurs emprunts. Les entreprises qui n'étaient pas compétitives faute d'avoir été modernisées avant l'entrée du pays dans l'ALENA furent acculées à la faillite, de même que les exploitations agricoles des *rancheros* du nord du pays qui avaient continué à pratiquer l'agriculture extensive. Certains *rancheros* soit vendirent leurs terres aux narcos, soit se reconvertirent à la culture de marijuana ou de pavot et se lancèrent dans le trafic transnational de cocaïne, abritant des pistes clandestines d'atterrissage sur leurs exploitations ainsi que des laboratoires de transformation d'héroïne ou de fabrication de drogues synthétiques ; c'est ainsi que les pouvoirs locaux se criminalisèrent. Les narcotrafiquants, qui disposaient d'énormes liquidités, soit jouèrent contre leur pays en spéculant avec profit contre la monnaie nationale, soit participèrent eux aussi au sauvetage du pays en blanchissant une partie de leurs bénéfices dans le rachat d'infrastructures touristiques (hôtellerie, restauration) qui leur permirent par la suite de continuer à blanchir leurs bénéfices illégaux ; par prête-noms interposés, ils se convertirent ainsi en nouveaux entrepreneurs légaux contribuant au développement régional et insérés aux réseaux locaux d'influence. Par ailleurs, l'ouverture des frontières accula au chômage tous les petits entrepreneurs informels de la contrebande binationale dont les marchandises n'étaient plus compétitives avec celles distribuées dans le commerce formel de grandes surfaces ; une partie d'entre eux rejoignit le commerce informel de marchandises légales, tandis qu'une autre reconvertit les routes de la contrebande en routes de la drogue et se lança dans les activités souterraines. Ces dernières apparurent comme un amortisseur de la crise dans un environnement économique où le commerce informel toléré tendait à être saturé.

---

<sup>9</sup> En 1989, la législation mexicaine fut modifiée pour permettre des prises de participation majoritaires extérieures ou l'entrée de capitaux étrangers dans les entreprises privatisées ainsi que dans celles jusqu'alors protégées ou dominées par des capitalistes locaux ; ce fut le cas dans les secteurs de l'électronique, de l'industrie pharmaceutique, des services (compagnies d'assurances, télécommunications, banque), des ressources minières (cuivre), de la métallurgie (acier) et de la distribution de produits alimentaires.

<sup>10</sup> Avec le soutien des institutions internationales, plus de 50 milliards de dollars furent débloqués pour renflouer les caisses du Trésor mexicain.

C'est ainsi que fut tarie la rente publique de corruption liée à la rente commerciale de la contrebande et que, pour compenser cette perte, les autorités officielles se focalisèrent sur la rente publique de corruption extra-systémique liée au trafic de drogue ; cette rente publique put dès lors fonctionner à plein régime et à tous les niveaux (fédéral, régional et municipal), dégageant d'énormes bénéfices. Enfin, l'ouverture des frontières à la circulation des marchandises et des biens facilita la circulation régulière des drogues entre le Mexique et les Etats-Unis à travers les routes déjà constituées du trafic ; ces dernières vont progressivement se diversifier et se rentabiliser en fonctionnant dans les deux sens et en s'ouvrant au trafic de migrants clandestins, au trafic d'armes (des Etats-Unis vers le Mexique) et au blanchiment (rapatriement vers le Mexique des bénéfices réalisés aux Etats-Unis). C'est également durant cette période que furent renforcées les solidarités institutionnelles mafieuses qui peuvent être illustrées par le scandale Raul Salinas – frère aîné de l'ancien président mexicain Carlos Salinas (1988-1994) qui fut condamné, en 1999, à une peine de 26 années de prison pour « *blanchiment d'argent* » et pour avoir commandité, en 1997, l'assassinat de son beau-frère qui était alors le secrétaire général du PRI. Raul Salinas aurait accumulé une des fortunes les plus importantes du pays. Cette affaire a éclaté en 1995 lorsque furent saisis à Genève 122 millions de dollars sur les comptes de Raul Salinas. Ces fonds, qui avaient été transférés en Suisse grâce à la Citybank après avoir transité par la France, auraient provenu d'un trafic de drogues entre la Colombie et les Etats-Unis, via le Mexique. Selon les témoignages d'un comptable colombien, d'un secrétaire particulier de la présidence mexicaine et d'hommes de main, lors de la présidence de Carlos Salinas, une partie du territoire mexicain aurait été exempte, trois jours par mois, de tout contrôle, permettant ainsi le passage d'énormes quantités de drogues. En échange de cette tolérance, les trafiquants mexicains devaient s'acquitter d'une « *taxe d'atterrissage* » de près de 100 000 dollars par tonne, qui aurait profité à des policiers, à des militaires, à des hauts fonctionnaires et à des politiques, parmi lesquels le frère de l'ancien président. Cependant, ni la justice mexicaine, ni la justice française ne sont parvenues à établir un lien entre l'argent de Raul Salinas et le trafic de drogues<sup>11</sup>. Enfin, c'est durant cette période que, grâce aux connivences politico-criminelles, le blanchiment institutionnel des bénéfices du trafic de drogues a fonctionné à plein régime, profitant de l'impunité des grands caciques politiques qui n'ont pas à rendre de comptes sur l'origine de leurs fortunes.

## 2.2) la période des alternances politiques (à partir de 2000)

- 2000 : première alternance politique avec transition politique vers la démocratie de marché, revendiquée par le PAN ; création de l'IFAI (Institut fédéral pour l'accès à l'information) qui établit la transparence dans les rapports entre l'administration et les administrés dans le but de lutter contre la corruption intra-publique et l'arbitraire administratif ; cet institut n'empêcha

---

<sup>11</sup> Cf. *Le Monde* du 25 janvier 2005.

pas la corruption extra-systémique de se développer et les autorités officielles continuèrent à être compromises avec les narcotrafiquants. La transition politique s'arrêta donc là et le clientélisme corruptif intra et extra-systémique continua à structurer le système politique. Les *rancheros* convertis à la culture et au trafic de drogue devinrent dominants localement dans certaines régions du Mexique (nord du pays, Tierra caliente) et constituèrent désormais un relais stratégique pour les grandes organisations mafieuses. Ces dernières gagnèrent des territoires et s'infiltrèrent de plus en plus au niveau régional qui était toujours contrôlé par le PRI ; les gouverneurs des régions concernées continuèrent à s'approprier une partie de la rente illégale de la drogue en échange de la protection qu'ils assurent aux organisations criminelles. Le décrochage fut de plus en plus évident entre les niveaux politiques fédéral et régional – et ceci d'autant plus que le PRI conservait une majorité de gouverneurs et une majorité de députés au Congrès fédéral –, ce dernier ayant tendance à s'autonomiser par rapport au pouvoir fédéral détenu par le PAN. On assista également à un second décrochage entre les niveaux politique et institutionnel ; le PAN se trouva ainsi confronté à une perte de contrôle politique de certaines parties d'institutions d'Etat (police, justice, armée) et à l'autonomisation de ces dernières, au niveau régional, permettant à la corruption, à la violence et à l'impunité de continuer à caractériser le système politique<sup>12</sup>. C'est donc sur le plan du respect de la légalité qu'il est possible de se rendre compte si l'alternance politique a représenté une réelle alternative.

- 2007 : déclenchement de "la guerre contre la drogue" par le gouvernement mexicain qui s'appuya sur l'armée pour la mener, reconnaissant ainsi implicitement que les forces de police des différents niveaux de gouvernement étaient infiltrées. Cette guerre fut à l'origine d'une augmentation de la violence liée à la criminalité organisée.
- 2010 : déclenchement de "la guerre des narcos contre l'Etat" dont l'objectif fut la déstabilisation de l'Etat par la délégitimation du gouvernement fédéral, celui-ci étant présenté par les narcos comme le principal responsable de l'augmentation de la violence qui mine la société mexicaine, de par son incapacité à assurer l'ordre public et à négocier la paix sociale avec les groupes criminels. La stratégie de déstabilisation du gouvernement a fonctionné car elle a abouti à la perte du pouvoir fédéral par le PAN.
- depuis 2012, seconde alternance politique avec le retour du PRI au pouvoir, et le rétablissement du libéralisme autoritaire du début des années 1990, à travers la mise en place de trois principales réformes dont les deux premières sont dictées par les instances internationales : 1) la réforme énergétique qui consiste en une privatisation de la rente publique du pétrole au profit des multinationales, le risque étant que le tarissement de la rente publique énergétique ainsi que de la rente de corruption qui lui était liée, n'accule une partie

---

<sup>12</sup> Jusqu'alors, l'impunité s'était trouvée garantie pour la plupart des commanditaires politiques des affaires criminelles qui ont sapé les bases de l'Etat (assassinats, en 1994, du candidat à présidence de la République ainsi que du secrétaire général du PRI) ainsi que pour les bénéficiaires de la grande corruption institutionnelle et les membres influents de certains groupes du PRI ayant conclu des alliances avec les narco-trafiquants.

des agents publics régionaux qui en profitaient à compenser leur perte de revenus en se compromettant avec les groupes illégaux de la marge externe<sup>13</sup> ; 2) la réforme fiscale, antifraude et anti-blanchiment, qui vise à tracer et à fiscaliser les revenus et les tractations commerciales afin d'accroître les recettes de l'Etat ; il s'agit d'une thérapie de choc basée sur la déclaration systématique de tous les revenus et échanges monétaires ainsi que sur la facturation obligatoire de tous les échanges commerciaux ; elle aboutira à ponctionner principalement les revenus modestes, les fonctionnaires, les employés et les patrons du secteur formel ; pour échapper à ces contraintes administratives et conserver leurs marges, de nombreux micro-entrepreneurs ont déjà choisi de se déclarer en faillite et de verser leurs entreprises dans l'informel plutôt que de se plier aux nouvelles dispositions, ce qui aura pour effet d'accroître les illégalismes de biens, de généraliser les modes de paiements en liquide, de mettre tout un secteur de la population en dehors du système bancaire officiel et d'accroître ainsi les possibilités informelles de blanchiment des acteurs de marge ; et 3) la réforme politique avec, désormais, la possible réélection des députés, des sénateurs et des maires, ce qui pourrait avoir comme effets de faire émerger des dynasties politiques fondées sur la cooptation, de fermer le jeu politique qui était auparavant fondé sur le renouvellement du personnel politique, en le recentrant sur le parti qui nommera les candidats, et de renforcer le clientélisme électoral ainsi que la corruption qui lui est liée ; il est également prévu une recentralisation du pouvoir avec un renforcement du pouvoir de la présidence fédérale sur les gouverneurs, ainsi que du pouvoir des gouverneurs sur les présidents municipaux, ce qui aura tendance à accroître le pouvoir du niveau régional des gouverneurs, ces derniers demeurant intouchés et protégés par l'impunité du fait qu'aucune mesure n'a été prévue pour lutter contre la corruption institutionnelle ; il pourrait donc en résulter une concentration au niveau régional de la corruption institutionnelle autant intra qu'extra-systémique ; le pouvoir des gouverneurs en sortirait d'autant plus renforcé qu'ils sont le relais stratégique du gouvernement fédéral pour l'application de la nouvelle politique énergétique et fiscale ; en renforçant le pouvoir des gouverneurs et en diminuant celui de l'échelon intermédiaire avec la population que constitue les maires, cette réforme politique apparaît comme celle des gouverneurs, et le président semble en ressortir comme inféodé à ces derniers ; la

---

<sup>13</sup> Lazaro Cardenas (1934-1940) avait exproprié les compagnies américaines et britanniques le 18 mars 1938 et nationalisé le secteur pétrolier en créant la compagnie PEMEX. De 2008 à 2013, les pertes cumulées de Pemex s'étaient élevées à plus de 30 milliards de dollars et sa production était passée de 3,4 millions de barils par jour en 2004 à 2,5 millions en 2013, l'entreprise ne disposant pas de la capacité d'investir pour se moderniser du fait que 67 % de ses bénéfices étaient prélevés par l'Etat. Le 11 septembre 2013, les députés mexicains ont voté un projet de loi qui ouvre aux investisseurs privés le monopole d'Etat sur le pétrole, le gaz et l'électricité ; le texte prévoit en outre la création d'un fonds souverain, chargé d'administrer les recettes pétrolières issues des contrats avec le privé. Approuvé à partir d'une alliance, majoritaire au Congrès, entre le PRI et le Parti action nationale (PAN, droite), la réforme constitutionnelle autorise l'Etat à signer avec des compagnies privées des contrats de services, de profits et de production partagés, ainsi que des licences, sans accorder pour autant des concessions d'extraction ou d'exploitation du pétrole. Le texte exclut du conseil d'administration de Pemex les cinq représentants du syndicat des travailleurs du pétrole, soupçonné de corruption. Pour entrer en vigueur, la réforme devra être approuvée par la majorité des congrès locaux des 31 Etats de la République fédérale mexicaine, ce qui ne posera pas de problème car le PRI est majoritaire dans 16 d'entre eux.

régionalisation libérale du système politique serait donc accomplie, aboutissant à la fin du centralisme présidentiel. Le niveau fédéral pourrait ainsi être recentré sur les décisions impopulaires en matière économique et fiscale ainsi que sur la lutte contre les organisations criminelles à travers laquelle l'autorité de l'Etat serait à la fois légitimée, mais limitée au domaine de l'ordre public ; pour ce faire, le nouveau pouvoir fédéral a entrepris de mixer politique de développement social basée sur des programmes d'aide aux populations déshéritées, et politique répressive fondée sur le renseignement et non plus sur l'affrontement direct ainsi que sur la mobilisation sociale par la sous-traitance de l'ordre public local à des milices anti-narcos s'opposant aux policiers municipaux et aux autorités municipales compromises avec les trafiquants. L'efficacité des réformes engagées, tant sur les plans économique et politique que pour ce qui concerne de la lutte contre l'illégalité criminelle, sera conditionnée par le type de rapport noué entre gouvernement fédéral et gouverneurs régionaux ainsi que par la loyauté des agents administratifs.

Le tournant de la transformation du système politique mexicain, qui a eu le plus d'effets sur les relations entre les acteurs intégrés et les acteurs criminels, a donc eu lieu durant la présidence de Salinas de Gortari (1988 à 1994) ; c'est ce tournant libéral qui explique la perte du pouvoir du PRI en 2000 car il a abouti à la rupture du pacte politique qui liait le peuple au Parti et qui consistait en une obligation de redistribution d'une partie des bénéfices de la corruption ; ce tournant libéral a aussi contribué non seulement à l'autonomisation des groupes criminels vis-à-vis du pouvoir fédéral, mais également à leur domination sur les pouvoirs régionaux dans certaines portions du territoire national. Il demeure que la caractéristique du mode de gouvernement priiste jusqu'à la fin des années 1990, qui explique la durée du pouvoir du PRI, aura été le clientélisme d'Etat reposant non seulement sur la tolérance de la corruption institutionnelle, mais également sur un usage ciblé de la violence institutionnelle légale ou illégale<sup>14</sup> ; cette dernière était dirigée contre tous ceux qui remettaient en question le système global : les étudiants en 1968, les guérillas des années 1970, les paysans et les syndicalistes qui soutenaient ces dernières ainsi que les groupes de narcotrafiants qui, à partir du début des années 1990, n'acceptaient pas la domination du parti sur les groupes criminels et ne respectaient pas le pacte implicite de gouvernement reposant sur la division des fonctions entre les politiques qui commandent et les entrepreneurs (légaux ou illégaux) qui font des affaires et redistribuent informellement une partie de leurs bénéfices aux autorités officielles. La violence de la part des groupes de narcotrafiants était cantonnée au domaine des règlements de compte internes ou entre cartels rivaux, mais elle ne

---

<sup>14</sup> Cf Riding (A.), *Vecinos distantes ; un retrato de los mexicanos*, Mexico, Joaquín Mortiz-Planeta, 1985. Cf. également Aguilar Zinser (A.), *El compromiso de combatir la corrupción*, in *Los compromisos con la Nación*, Mexique éd. Plaza-Janés, 1996, dans lequel l'auteur caractérise la corruption au Mexique comme ce qui « a permis le contrôle politique, la neutralisation des groupes sociaux et l'incorporation des leaders adversaires du système » (p. 86).



devait pas déborder sur le reste de la société "légale" : telle était l'autre partie du pacte de gouvernement. Le système clientéliste fondé sur la tolérance de la corruption, la redistribution sociale d'une partie des bénéfices de celle-ci et l'usage ciblé de la violence garantissait la pacification des rapports sociaux par le fait qu'il aboutissait à une intégration des marges criminelles au système global.

Le clientélisme d'Etat pratiqué par le PRI concernait tous les groupes sociaux, c'est-à-dire autant les groupes intégrés développant des activités formelles ou informelles (entrepreneurs légaux, leaders commerçants, syndicats corporatistes...) que certains groupes illégaux de la marge s'activant dans des activités souterraines, et, particulièrement les groupes de narcotrafiquants parce que ces derniers contrôlaient la rente illégale la plus lucrative. La rente économique illégale d'origine criminelle était fondée sur des pratiques corruptrices illégales mais légitimes, tant qu'elles débouchaient sur une redistribution sociale et une canalisation de la violence ; c'est ainsi que le système tolérait les illégalismes criminels. Les groupes criminels, en échange du versement d'un impôt informel aux autorités fédérales officielles bénéficiaient donc de la protection de ces dernières, mais cette protection était sélective dans la mesure où, durant une mandature politique, un groupe de narcotrafiquants était privilégié tandis que les autres groupes se trouvaient réprimés. Cependant, le caractère fédéral de l'Etat mexicain impliquait que cette protection était diversement appliquée par les différents niveaux de gouvernement ainsi que par les différents niveaux administratifs, provoquant ainsi des conflits d'intérêts complexes ; de plus, la spécificité du système qui tolérait une gestion décentralisée des différentes rentes légales ou criminelles, était un élément supplémentaire de source de conflits potentiels. Ainsi, la protection politique d'un groupe criminel par le niveau fédéral pouvait s'opposer à la protection politique dont jouissait un autre groupe au niveau régional ou municipal ; la protection politique d'un groupe pouvait aussi s'opposer à la protection institutionnelle des forces de police dont jouissait un autre groupe ; au sein d'une même corporation policière d'un même niveau de gouvernement, certains commandants pouvaient favoriser un groupe criminel et d'autres un groupe criminel rival ; au niveau local, des oppositions pouvaient se manifester entre les divers niveaux administratifs, chacun d'entre eux fournissant une protection institutionnelle à des groupes criminels différents, ce qui déboucha sur des situations où la police fédérale lançant des opérations de répression contre un groupe criminel qui était protégé par la police régionale, ces opérations se terminèrent par un affrontement armé entre les différents corps de police ; enfin, différentes institutions d'un même niveau administratif fédéral purent se retrouver en opposition, par exemple la police fédérale protégeant un groupe criminel contre l'armée envoyée pour réprimer ce dernier. La faiblesse d'un tel système apparaît lorsque le niveau politique ne contrôle pas l'ensemble des niveaux institutionnels et administratifs. C'est à cause de la complexité du jeu des alliances tournantes que tous les agents criminels seront, un jour ou l'autre, éliminés ou incarcérés et sacrifiés sur l'autel de la répression au nom de la pérennisation du système national global (la souveraineté nationale) et de l'ordre

international (la *realpolitik* des relations internationales) ; parmi les acteurs impliqués dans le trafic ce sont eux qui prennent le plus de risques.

Le système a fonctionné tant que le niveau politique était unifié par le parti et que les gouverneurs appliquaient avec discipline les décisions présidentielles et gouvernementales. Les tensions politico-institutionnelles et à l'intérieur des institutions elles-mêmes ont commencé à se développer lorsque, à partir du début des années 1990, les institutions se sont autonomisées du pouvoir politique, débordant celui-ci. Les groupes de narcotrafiquants ont alors opportunément joué sur ces rivalités et en ont profité pour accroître leur puissance et leur influence au niveau local. Le système s'est alors progressivement délité, provoquant une augmentation de la violence (institutionnelle, sociale et d'origine criminelle). Différents facteurs expliquent cette évolution, les trois principaux étant : 1) une autonomisation plus grande des gouverneurs comme conséquence de la mise en œuvre des politiques de décentralisation, 2) l'application de politiques d'ajustement structurel et d'ouverture des frontières qui ont affaibli l'économie mexicaine et renforcé, au niveau social, le recours aux activités illégales criminelles comme un substitut de développement ; aux niveaux politique et institutionnel, le tarissement de certaines rentes légales ou illégales, mais circonscrites aux activités formelles et informelles (rente foncière à travers le commerce de la tolérance de l'urbanisation illégale des terres péri-urbaines, ces dernières se trouvant ensuite régularisées, ce qui fit le jeu de la spéculation privée et provoqua un transfert de la rente du public vers le privé ; rente de corruption liée à la contrebande ; rente énergétique qui permet à la fois de renflouer légalement les caisses de l'Etat et, également, le détournement des finances publiques à travers son appropriation illégale), a ainsi été compensé par une focalisation sur l'appropriation de la rente illégale d'origine criminelle à travers la corruption extra-systémique, et 3) le fait que la structure traditionnelle de l'autorité officielle qui reposait sur la soumission du niveau administratif à l'instance politique, s'est elle-même transformée, les agents institutionnels locaux ayant eu tendance à s'autonomiser et à s'extraire de leur chaîne de commandement, rompant ainsi un autre pacte implicite : celui qui unissait chaque agent à son administration et qui reposait sur le fait que les niveaux politique et administratif disposaient de l'autorité en dernier ressort sur les agents institutionnels. Aujourd'hui, l'appropriation publique des rentes concerne principalement deux rentes privées fondées sur l'illégalité : le commerce informel lié à la contrebande et à la contrefaçon et toléré à travers une corruption intrasystémique, et le commerce souterrain lié aux multiples trafics et activités criminelles et toléré à travers une corruption extra-systémique.

Il est étonnant de constater que les groupes criminels mexicains avaient déjà connu, depuis le début des années 1990, la même évolution organisationnelle à laquelle est confronté aujourd'hui le système politique priiste. En effet, sous l'effet de la répression portée contre le cartel de Guadalajara, ce dernier s'était alors fragmenté en groupes régionaux autonomes et rivaux, ne bénéficiant plus de la régulation pacificatrice qui provenait auparavant de la

centralisation de l'autorité dans la figure du parrain national. Cette division des groupes criminels avait permis de rétablir un équilibre des forces entre eux-mêmes et les autorités politiques officielles, ces dernières apparaissant désormais comme la nouvelle instance dominante de régulation pacificatrice des groupes criminels ; c'est sur une telle base que les autorités politiques et institutionnelles ont été en mesure de capter une partie significative de la rente économique illégale du trafic de drogue. Mais, depuis la fin des années 1990, la pyramide politique s'est elle-même affaïssée et la structure centralisée s'est fragmentée en clans politiques régionaux, chacun d'entre eux étant dirigé par un gouverneur, le risque étant que le pacte politique traditionnel qui reposait sur une division entre fonction politique et activités criminelles avec prédominance des acteurs politiques sur les acteurs criminels, soit rompu et que les acteurs criminels parviennent à infiltrer les niveaux politique et institutionnel locaux et régionaux.

La rupture de la chaîne de commandement par les agents institutionnels de terrain (policiers, juges, douaniers...) constitue un autre risque non seulement du fait que ces derniers, chargés de l'application de la loi et des décisions politiques, continuent à commercialiser, auprès des acteurs légaux et illégaux, l'application de la loi comme ils le faisaient auparavant, c'est-à-dire avec la tolérance de leurs hiérarchies, mais également parce que la décision en dernier ressort à laquelle ils vont se soumettre peut désormais être prise, non plus par les acteurs politiques, mais par les acteurs illégaux criminels. En effet, ces derniers disposent maintenant d'une telle puissance en armement et en capacité de corruption qu'ils sont à même d'apparaître, aux niveaux local et régional, comme des acteurs dominant au sein des rapports de forces et de corruption. De plus, la disponibilité d'armes puissantes sur le marché informel, consécutive d'une diversification des activités liées au trafic de drogues vers le trafic d'armes, constitue un facteur aggravant qui explique l'augmentation de la violence, n'importe qui pouvant aujourd'hui se procurer des armes létales et en user sans discernement ; les armes de la criminalité organisée sont maintenant à la disposition de la délinquance ordinaire qui les utilise quotidiennement. Dans un tel environnement de délitement de certains pouvoirs locaux et régionaux ainsi que de débordement de la délinquance sociale et de la criminalité organisée, la question est donc aujourd'hui de savoir si le gouvernement fédéral et les autorités fédérales parviendront à elles seules à rétablir, non pas l'Etat de droit – qui n'a jamais été établi au Mexique où l'Etat de faveurs a toujours prévalu, se fondant sur la loi clientéliste du plus fort –, mais l'autorité de l'Etat. Ou si l'autorité de l'Etat ne peut s'affirmer que sur la base de l'établissement d'un Etat de droit qui rendrait légitime et effective non seulement la répression des acteurs criminels, mais surtout celle des acteurs politiques tolérant des illégalismes criminels et profitant de ces derniers pour s'enrichir.

### III. Le développement des régions mafieuses au Mexique : les routes de la drogue.

Au Mexique, la financiarisation de l'économie, la corruption structurelle du système politique et la pression régionaliste sont les trois principales portes ouvertes au blanchiment des bénéfices provenant des trafics illégaux. Cependant, alors que durant la période de libéralisation des années 90, les bénéfices de la drogue étaient captés exclusivement au profit des acteurs centraux qui les redistribuaient au niveau régional (prioritairement en les destinant aux privatisations et au financement de programmes sociaux à but électoral), cette économie illégale a tendance, maintenant, à devenir une *économie régionale de substitution*, intégrée par les élites locales (municipales et *estatales*, ainsi que par les délégations régionales des institutions fédérales), chaque région captant d'une manière de plus en plus autonome ses recettes légales et illégales ; il en résulte que la répartition devient de plus en plus élitiste, sur des bases régionales, ce qui constitue une régression vers la période des grands caciques locaux des années 60 et 70 qui disposaient de tout le pouvoir économique et politique régional. En fait, même si une partie importants des bénéfices de la drogue est intégrée dans le système financier international, via les boîtes postales bancaires dans les paradis fiscaux, l'économie de la drogue est toujours liée à *une culture régionale spécifique de la clandestinité* grâce à laquelle les bénéfices produits par des activités souterraines (jeux, trafic d'armes ou de drogue) sont traditionnellement réintroduits (informellement ou institutionnellement), souvent avec la protection des plus hautes autorités régionales, dans des circuits légaux afin de produire du développement régional.

Concernant l'organisation des trafics, selon les auteurs d'une enquête journalistique<sup>15</sup>, 250 familles contrôlèrent, depuis le Mexique, le trafic de drogues vers les Etats-Unis, produisant un bénéfice annuel compris entre dix et trente milliards de dollars<sup>16</sup>. L'organisation clanique est donc à la base de la structuration des activités illégales : une famille s'impose sur un territoire rural (pour la culture) ou urbain (pour la consommation et le trafic). Outre les productions locales comme la marijuana (vieille culture locale) et le pavot que l'on trouve sur le territoire des indiens Tarahumaras (occupant les cañons et les terres basses de la Sierra Madre occidentale), il faut rappeler que le Mexique est le deuxième producteur continental d'opium et un des plus grands producteurs mondial de cannabis. De

---

<sup>15</sup> Molly Moore & John Ward Anderson, *The Drug Fiefdom of Northern Mexico*, publiée le 28 avril 1997 par *The Washington Post Foreign Service*.

<sup>16</sup> Il ne faut jamais oublier que la plupart des pourcentages et des données quantitatives globales qui servent à mesurer l'ampleur du phénomène de la drogue à un niveau macro n'ont qu'une valeur indicative approximative, sans rapport avec un calcul analytique. Ces chiffres, qui sont fabriqués et propagés par les agences gouvernementales des pays du Nord, sont admis de tous comme une évidence, et souvent intériorisés par les autorités des pays producteurs ; en fait, ils ont surtout une valeur idéologique en ce qu'ils servent à fabriquer une vision manichéenne du monde et à entretenir une pression "dramatique" afin de forcer l'ensemble des nations civilisées (victimes, mais détentrices de la vérité) à réagir contre un phénomène qui, par l'effet d'une magie des grandeurs, devient une catastrophe culturelle et géopolitique dont la lutte, présentée comme une guerre principalement dirigée contre les pays producteurs (diabolisés), nécessiterait un consensus mondial sous la direction des Etats-Unis.

plus, le Mexique est un des plus importants carrefours de toutes les drogues (marijuana, héroïne, cocaïne, méthamphétamines, hallucinogènes divers) qui inondent le marché nord-américain, et notamment de la filière de la cocaïne fabriquée en Colombie dans les laboratoires des cartels colombiens – mais également transformée sur le territoire mexicain – si bien que, selon les autorités nord-américaines, entre 60 et 80 % de la cocaïne consommée aux Etats-Unis entrerait dans ce pays par la frontière du Mexique. Enfin, selon le Département d'Etat américain, 20 à 30 % de l'héroïne consommée aux Etats-Unis serait produite au Mexique.

Le territoire mexicain constitue donc une rente géographique car il est non seulement un passage privilégié pour le transit (et parfois la transformation, compte tenu des quantités excessives de permanganate de potassium qui sont importées) de la plus grande partie de la cocaïne andine destinée au marché nord-américain, mais il est également un lieu où s'opère la production de pavot et sa transformation en héroïne ; en effet, selon un rapport du ministère mexicain de la Justice (PGR), publié début 1996, le Mexique était devenu à ce moment-là le troisième producteur mondial d'héroïne après les pays du triangle d'or et du croissant d'or. Le pavot et le cannabis sont cultivés principalement dans les zones froides et élevées des Etats de la Sierra Madre Occidentale (Sonora, Sinaloa, Chihuahua, Durango), des zones volcaniques du Jalisco, du Nayarit, du Michoacán et du Guerrero, ainsi que de certains Etats de la Sierra Madre Orientale (Veracruz et Hidalgo), du Oaxaca et du Chiapas.

Enfin, il faut signaler que les principales organisations de narco-trafiquants (et notamment celles de Tijuana et de Juárez) sont également les plus importants fournisseurs de méthamphétamines ; selon le directeur de la DEA, les organisations mexicaines de Tijuana et de Guadalajara se seraient même associées pour le trafic d'amphétamines et de méthamphétamines, le clan de Tijuana étant chargé de transporter et de distribuer la drogue aux Etats-Unis, tandis que celui de Guadalajara produirait les drogues synthétiques (comme le *crack*) dans des laboratoires clandestins – installés dans les Etats du Jalisco, Sonora, Sinaloa, Chihuahua et Basse Californie, dans les villes de Guadalajara, San Luis Río Colorado, Agua Prieta, Rosarito, Ensenada, Mexicali, Tecate et Tijuana – à partir de précurseurs chimiques importés de Chine, d'Inde, de République Tchèque ou de Suisse ; cette association entre les deux organisations leur aurait permis de contrôler 90 % de la production de méthamphétamines réalisée au Mexique. Enfin, concernant le trafic international de cocaïne, il faut signaler que, en dehors des deux corridors aériens – du Pacifique et du Golfe –, le Chiapas est l'un des principaux Etat d'origine de la drogue transportée par voie terrestre à travers le territoire mexicain.

D'importantes zones de production se trouvent sur les territoires de colonisation agropastorale du sud-est du pays (Golfe du Mexique, région de l'Isthme, Chiapas) ; ces territoires ont été peuplés à partir des années 1940 afin de remédier aux problèmes de surpopulation rurale provoqués par l'exiguïté des exploitations. A partir des années 1970, les difficultés d'accès au terrain pour les forces répressives ont favorisé le développement des cultures de

cannabis sur les petites exploitations ; ces cultures illicites ont également été favorisées, d'abord par le clientélisme bureaucratique d'Etat (les sommes allouées pour aider au financement des petites exploitations et des coopératives étant détournées par les caciques locaux) ainsi que, à partir de 1994, par le désengagement complet de l'Etat dans le versement de subventions compensatoires pour le soutien des productions face à la concurrence internationale (l'ancien système des prix garantis, notamment pour le riz et le maïs) ; comme il en est résulté un alignement progressif des prix agricoles sur ceux du marché mondial, on a assisté à une perte de compétitivité des petites exploitations et à une baisse des revenus des petits paysans, certains d'entre eux étant même acculés à la faillite par l'impossibilité de rembourser leurs dettes ; enfin, les pressions écologistes visant la protection des espaces forestiers ont limité les possibilités de déforestation et donc la superficie des zones de pâturage qui constituaient un débouché pour les éleveurs. Certains exploitants vivant encore dans ces régions ont donc été amenés à compenser leur manque à gagner par les cultures illicites. Comme dans d'autres régions du Mexique (Guerrero, Michoacán, Jalisco), afin de limiter les risques liés à la détection et à la répression, ils se sont reconvertis de plus en plus dans la culture de pavot qui nécessite, pour être rentable, des parcelles d'une superficie moins importante que le cannabis.

Compte-tenu des caractéristiques du système politique mexicain, le narcotrafic ne peut s'exercer d'une manière autonome. Jusqu'au début des années 2000, il en a résulté une *division des fonctions* entre le centre et la marge : les politiques commandaient et les *narcos* faisaient du commerce avec l'autorisation des premiers. Dès lors, l'Etat apparaissait comme une instance légale de régulation-répression des différents acteurs illégaux, chaque clan politique du parti au pouvoir se trouvant associé à un clan criminel local ou à une mafia régionale. Le clan politique qui détenait le plus de pouvoir, en l'occurrence, celui qui contrôlait les institutions fédérales de répression, avait donc tendance à favoriser les activités illégales du clan criminel auquel il était associé et à réprimer les clans politico-criminels rivaux.

Pour ce qui concerne les activités illégales liées à la drogue, elles constituent, au Mexique, un délit fédéral qui relève des autorités politiques et institutionnelles (justice, douanes, police, armée) fédérales. Durant la période *priiste* (jusqu'en 2000), l'intégration des activités illégales s'opérait à partir soit d'une *collaboration* entre pouvoirs fédéral et régional (lorsque c'étaient les représentants du PRI qui contrôlaient les deux niveaux), soit d'un *désaisissement* du niveau régional par le niveau fédéral (lorsque l'opposition *paniste* avait conquis l'Etat fédéré comme ce fut le cas dans le Chihuahua ou le Jalisco). C'est ce qui explique que, dans tous les Etats frontaliers, même ceux du Nord conquis par l'opposition, continuaient à se développer les activités liées à la drogue. Pour comprendre comment s'opérait l'intégration des marges par le centre (national ou régional), il faut se souvenir que, depuis 1982, les méthodes de gouvernement de l'Etat clientéliste bureaucratique avaient été adaptées à l'Etat clientéliste libéral. Malgré la décentralisation, le principe de

gouvernement demeurait celui de *la délégation de pouvoir* qui permettait aux autorités centrales de continuer à contrôler les autres niveaux territoriaux de pouvoir (régional et municipal, mais également associatif dans les quartiers urbains, ou corporatiste pour ce qui concerne les syndicats ouvriers et patronaux) à partir de la constitution de clientèles dominantes. Il en résultait qu'aucune activité légale ou illégale n'échappait au contrôle du centre. C'est pourquoi on peut en conclure que, durant la période *priiste* existait au Mexique une intégration des marges par le centre, les narcotrafiquants, comme les autres entrepreneurs, étant tenus de s'acquitter auprès des autorités publiques d'un *impôt* au coup par coup, selon les appétits d'enrichissement personnel et clientélaire des représentants politiques et institutionnels, mais également en fonction des besoins de trésorerie des finances publiques régionales et nationales. Cette intégration peut s'effectuer à différents niveaux territoriaux, selon le contexte politique : quand l'Etat bureaucratique est fort, ce sont les oligarchies politiques régionales et nationales qui en profitent de concert ; quand le pouvoir politique régional passe à l'opposition, c'est le niveau fédéral qui capte les rentes illégales ; et, en période d'affaiblissement libéral de l'Etat et de remise en question de la légitimité des gouvernants, c'est le pouvoir régional qui a tendance à concentrer le bénéfice des activités illégales, ce qui n'exclut pas qu'il en fasse profiter certains de ses alliés au niveau fédéral.

A travers cette banalisation des activités illégales, la drogue s'est convertie en une activité produisant, outre de la violence résultant de la rivalité entre les différents clans politico-criminels : 1) des richesses réinjectées dans le système économique et social à travers le blanchiment institutionnel<sup>17</sup> et politique effectué par les grands caciques qui rackettent les narcos et recyclent les bénéfices illégaux ; 2) un *développement de substitution* au niveau local d'où l'Etat s'est désengagé. Dans les deux cas, le système apparaît comme dynamique. Mais, s'il produit des richesses et du pouvoir, il est également confronté à certaines limites, notamment à un risque d'implosion par la *criminalisation des rapports sociaux* aux niveaux locaux de la production (dans les campagnes) et de la consommation (dans les villes). Cette violence sociale d'origine criminelle est à l'origine d'une *militarisation de la lutte contre le trafic de drogue* pour remédier au manque de loyauté des polices municipale et fédérale (notamment de l'AFI, l'équivalent mexicain du FBI américain) soupçonnées d'être infiltrées par les narcotrafiquants<sup>18</sup> ; cette militarisation s'est traduite par une augmentation de 60 % du budget de l'armée et de 15 % de la solde des soldats ainsi que par le renforcement de la présence au Mexique d'agents de la DEA américaine et l'extradition de trafiquants de drogue vers les Etats-Unis (à partir de janvier 2007). La militarisation de la lutte contre le narcotrafic

<sup>17</sup> Ce qu'atteste l'arrestation, en mai 1998, de 22 banquiers mexicains appartenant aux plus grandes banques du pays, attirés aux Etats-Unis pour participer à un Congrès et à diverses sauteries, et qui ont été appréhendés par le FBI et les douanes américaines pour blanchiment de narco-dollars, dès leur descente d'avion. Les respectables relais bancaires américains de ces méchants banquiers du Sud, arguant de leur bonne foi, n'ont pas été inquiétés.

<sup>18</sup> En juin 2007, 284 officiers supérieurs, parmi lesquels 34 commandants de région, appartenant à la police fédérale et à l'agence d'enquête fédérale (AFI) ont été destitués, soupçonnés de liens avec la mafia de la drogue, pour « empêcher la pénétration du crime », selon les déclarations du ministre de la sécurité publique (cf. *Le Monde* du 27 juin 2007).

a ainsi débouché, fin 2006-début 2007, sur plusieurs opérations spectaculaires initiées par le nouveau gouvernement fédéral paniste<sup>19</sup> : l'envoi, de 7000 hommes (militaires et policiers fédéraux) pour pacifier le Michoacan ; l'envoi, à Tijuana (ville de l'Etat de Basse-Californie, frontalière avec les Etats-Unis), de 3300 soldats et policiers pour lutter contre le trafic de drogues, les règlements de compte et les meurtres liés à ce dernier ainsi que contre les enlèvements et l'immigration illégale, phénomènes qui caractérisent également Mexicali, l'autre ville frontalière de cet Etat<sup>20</sup> ; le lancement, dans les Etats du Chihuahua, du Durango et du Sinaloa (Nord-Est) – par où transitent et où sont produites les drogues alimentant le "corridor du Pacifique" – d'autres offensives appuyées également par l'armée et la police fédérale.

Un autre exemple de la violence sociale liée à la criminalité est fourni par la ville de Mexico (17 millions d'habitants) où on compterait 700 bandes de délinquants spécialisées dans le vol de voitures, la vente de drogues, les enlèvements avec demande rançon et les attaques à main armée. Les forces de police contribuent traditionnellement à cette criminalisation des rapports sociaux et de l'Etat, mais celle-ci se trouve décuplée à cause de l'alliance conclue entre les pouvoirs institutionnels (armée, police, douanes) et certaines bandes armées prêtes à une escalade de la violence pour conserver leurs rentes illégales. Le pouvoir politique s'efforce d'endiguer cette violence incontrôlée résultant de l'infiltration des marges à la base des systèmes social et institutionnel, en réprimant certains actes trop arbitraires des forces de l'ordre qui pourraient remettre en question la légitimité des pouvoirs établis, mais les frontières entre les forces légales (police, militaires), certains groupes paramilitaires et certaines organisations criminelles sont tellement ténues que les anciennes habitudes subsistent<sup>21</sup> malgré la mise à pied, dans la capitale mexicaine, de milliers de policiers depuis 1994.

Ces connivences sont d'autant mieux enracinées qu'elles reflètent l'ampleur d'une corruption politico-administrative fonctionnant sur l'invitation faite aux fonctionnaires publics de compléter leurs faibles salaires par des ententes informelles avec les administrés (la corruption administrative de proximité pratiquée, par exemple, par des inspecteurs municipaux qui acceptent ou exigent des pots de vin de la part de commerçants informels afin de laisser ces derniers poursuivre leur commerce illégal) ; or, les trafiquants de drogue disposent d'une capacité de corruption inégalée tant vis-à-vis des autorités légales que des groupes sociaux établis, ce qui peut leur permettre, par exemple, de convaincre certains

---

<sup>19</sup> Cf. *Le Monde* du 4 janvier et du 7-8 janvier 2007.

<sup>20</sup> Selon le ministre de l'Intérieur, la grande criminalité aurait réussi à pénétrer « depuis au moins trois ans, les institutions publiques et privées » ; il a également nommé mis en cause le maire priiste de Tijuana pour sa « responsabilité politique » dans la détérioration de la sécurité publique (cf. *Le Monde* du 7-8 janvier 2007).

<sup>21</sup> Un autre groupe policiers, les *Zorros*, aurait formé un escadron de la mort au sein de la police municipale de la capitale mexicaine.



commerçants informels d'écouler leurs marchandises illicites (cf. le cas du marché de Tepito à Mexico). Par ailleurs, de la même manière que certains gouverneurs sont en capacité d'établir des alliances d'intérêts avec les représentants de la marge, certains groupes politiques de gouvernement (régional ou national, de la majorité ou de l'opposition) peuvent eux-mêmes être liés au grand banditisme et avoir donc tendance à le protéger<sup>22</sup>. Face à une recrudescence de la violence criminelle (notamment dans le Guerrero ou à la frontière nord où se multiplient les enlèvements et les exécutions) et parce que la police mexicaine est considérée comme corrompue par les groupes criminels, on assiste de plus en plus, surtout depuis 2006, à une militarisation de la lutte contre les narcos. Le problème de la drogue est également devenu d'ampleur binationale depuis qu'a été mise en place, en 2007, l'"Initiative Mérida" de sécurité régionale, reposant sur la fourniture de matériels militaires par les Etats-Unis sur le modèle du "Plan Colombie" (1999), mais, à la différence de ce dernier, sans prévoir la présence de militaires américains au Mexique<sup>23</sup>.

Au Mexique comme ailleurs, les clans criminels profitent de la libéralisation des échanges ; leur rayon d'action dépasse les limites de l'Etat, non seulement en profitant d'une tradition de contrebande, mais également en se greffant sur le bloc régional constitué (l'ALENA) ; c'est ainsi que, à l'intérieur de ce bloc, le Mexique apparaît comme un pays dominé pour ce qui concerne les échanges légaux, mais comme un pays dominant pour ce qui relève du développement des trafics illégaux. Cependant, durant la période *priiste*, la dérive vers l'Etat mafieux a pu être évitée grâce aux caractéristiques du système politique qui impliquent que les institutions d'Etat demeurent, en dernier ressort, inféodées au pouvoir politique. A l'occasion, certains membres de ces institutions qui participaient au trafic sur ordre du pouvoir politique étaient réprimés, soit parce que les alliances entre clans politiques et clans criminels avaient tourné, soit pour servir de boucs émissaires sur la scène internationale, afin de protéger le pouvoir politique établi<sup>24</sup>.

Si le système est parvenu à se reproduire jusqu'à présent, l'intégration des marges criminelles pose cependant le problème des limites de la répression du fait que celle-ci ne touche pas le monde politique ; en effet, dans ce cas, on risquerait d'assister soit à une

---

<sup>22</sup> C'est ce qui explique qu'à Rio, par exemple, l'arrivée des militaires à la tête des forces de l'ordre en juin 1996 n'avait pas permis d'enrayer la délinquance mais avait étendu les bénéfices de la corruption à cette corporation.

<sup>23</sup> En fait, les deux plans sont liés car le Plan Colombie, s'il n'a pas permis de lutter contre les cultures illicites a abouti à des résultats concernant la répression des mafias colombiennes. L'affaiblissement de ces dernières a permis aux groupes criminels mexicains de prendre le contrôle du trafic continental, justifiant du même coup la mise en place de l'Initiative Mérida.

<sup>24</sup> A ce jour, deux ex-gouverneurs (du Jalisco et du Quintana Roo) ont été arrêtés pour protection du trafic ou blanchiment des bénéfices retirés de celui-ci, et encore l'ont-ils été à cause de rivalités entre clans politiques pour l'accaparement de la rente de pouvoir, le clan au pouvoir ayant ainsi donné un avertissement aux autres clans du même parti qui contestaient sa politique. En effet, si l'enrichissement personnel (à partir d'activités légales comme le détournement de subventions ou illégales comme le trafic de drogue) est bien toléré, il implique en échange une soumission au pouvoir politique de la part de ceux qui en profitent, ce qui n'est pas une caractéristique du seul système politique mexicain, mais de tous les Etats clientélistes.

autonomisation régionale de plus en plus forte et à l'apparition d'Etats régionaux à tendance mafieuse comme c'est actuellement le cas dans certains Etats du Golfe du Mexique, soit à une *désinstitutionnalisation* de l'Etat (perte de légitimité provoquée par la mise en accusation des responsables politiques et institutionnels convaincus de connivences avec les clans criminels, ce qui serait étonnant au Mexique, compte-tenu de la corruption des magistrats et de leur soumission aux pouvoirs politiques) et pouvant aboutir à une instabilité politique à la fois au niveau national et dans les relations internationales entre membres du bloc ALENA. Actuellement, c'est plutôt le premier scénario qui se concrétise, ce qui conduit à constater la dérive mafieuse de certains Etats fédérés comme le Tabasco, le Morelos, le Campeche, le Tamaulipas, le Chihuahua ou le Quintana Roo et le Yucatan<sup>25</sup>, qui ont tendance à devenir les principaux centres de trafic et de blanchiment du pays. Là, le pouvoir politique ne domine plus aussi étroitement qu'auparavant le pouvoir de la marge, ce qui explique l'accroissement de la criminalisation des rapports sociaux, mais il continue à en profiter car, bien que le pouvoir des acteurs criminels a maintenant tendance à s'autonomiser par rapport au pouvoir politico-institutionnel, ce dernier conserve le contrôle des forces publiques de répression qui lui servent à défendre ses intérêts en cas de litige dans la répartition des bénéfices. Donc, compte tenu des caractéristiques du système politique mexicain, le fait qu'une région de fort transit ou d'importante consommation de drogues soit pacifiée, c'est-à-dire qu'il ne s'y déroule pas de conflits violents entre clans criminels rivaux et que la répression institutionnelle y soit minimale, serait donc révélateur qu'il s'agit d'une région à tendance mafieuse où existe un contrôle politique des marges criminelles fondé sur des connivences corruptives (cas actuels de la Péninsule ou de la ville de Mexico).

Il en résulte que même si la plupart des pays de la région sont à la fois producteurs, transitaires et consommateurs – y compris les Etats-Unis qui produisent des métamphétamines, de l'ecstasy et du cannabis –, le Mexique, de par sa contiguïté géographique avec le plus grand marché mondial et les caractéristiques de son système politique, apparaît comme la super-puissance continentale du trafic.

#### **IV. Généalogie des mafias transnationales mexicaines du trafic de drogues.**

Avant d'aborder les stratégies politico-criminelles spécifiques qui ont permis aux différents groupes mafieux mexicains de développer leurs activités souterraines sur le territoire national par la construction de routes transnationales, il apparaît utile de préciser le

---

<sup>25</sup> Dans les années 2000, les plages du Yucatan et du Quintana Roo étaient utilisées par les trafiquants du cartel de Juarez pour réceptionner la cocaïne andine balancée depuis les avionnettes. Les liens entre l'ancien gouverneur priiste de l'Etat du Quintana Roo et le cartel de Juarez ont été maintes fois dénoncés ; le cartel aurait obtenu l'usufruit des plages grâce à l'ancien ministre de la Réforme agraire (sous la présidence de Carlos Salinas) avant que celui-ci ne devienne le gouverneur du Yucatan ; on peut donc constater ici une solidarité régionale institutionnelle à la base du trafic. Aujourd'hui, cette région de la Péninsule n'est plus le monopole d'un seul cartel : on y trouve les Zetas qui sont le cartel dominant, mais également le cartel de Sinaloa et celui du Golfe ; la région est toujours pacifiée.

contexte international de la lutte contre le trafic de drogue car il explique sur quelles bases géo-criminelles les groupes de narcotrafiquants mexicains sont parvenus à s'approprier une partie significative du trafic transnational de drogue et, particulièrement, de cocaïne. Trois grandes périodes peuvent ainsi être distinguées dans le trafic continental de cocaïne :

- les années 1970 : elles sont marquées par le contrôle du trafic de cocaïne de la zone andine jusqu'aux Etats-Unis par les organisations criminelles colombiennes. Les autorités officielles mexicaines laissent passer une marchandise qui ne les concerne pas. Les organisations criminelles mexicaines font de même qui sont plutôt occupées à faire cultiver, à commercialiser localement et à faire transiter illégalement la marijuana vers les Etats-Unis ; on parle de contrebande de drogue et pas encore de trafic. A chacun son commerce. En Colombie, les organisations criminelles s'imposent progressivement contre les oligarchies terriennes locales et une nouvelle élite criminelle locale et régionale apparaît.
- les années 1980 : elles sont marquées, en Colombie, par le début de la guerre contre la drogue entamée par le gouvernement et qui durera de 1984 jusqu'en 1995. Durant les années 1984-1989, les organisations criminelles colombiennes affirment leur supériorité en pratiquant la narco-terreur. Elles infiltrent également la sphère politique aux niveaux local, régional et national en finançant des députés au Parlement pour défendre leurs intérêts et s'opposer aux politiques répressives. Les organisations mexicaines ont compris les bénéfices qu'elles pouvaient retirer du trafic transnational. Ce dernier est maintenant partagé : les Colombiens contrôlent la culture en Colombie ainsi que la distribution de demi-gros et d'une partie du détail aux Etats-Unis, tandis que les Mexicains se sont convertis en transitaires et grossistes du trafic transnational : ils achètent la drogue aux Colombiens en Colombie et la font parvenir sur le territoire des Etats-Unis où ils la revendent aux mêmes organisations colombiennes.
- à partir des années 1990, les groupes criminels mexicains vont devenir les maîtres du trafic intracontinental, profitant de l'affaiblissement des organisations colombiennes sous l'effet de leur répression par les autorités officielles soutenues par l'administration américaine (mort de Pablo Escobar en 1993, démantèlement du cartel de Cali des frères Orejuela en 1995). Sous l'effet de cette répression, on assiste à un réajustement des organisations criminelles colombiennes et la culture, la transformation et la vente aux organisations mexicaines est maintenant prise en charge par les guérillas (FARC, ELN), ce qui justifiera la mise en place du Plan Colombie (1999) par les autorités colombiennes associées aux forces armées américaines ainsi que l'organisation de groupes paramilitaires pour affronter les narco-guérillas. Telle fut la politique appliquée durant les deux mandats du président colombien Uribe (2002-2010) qui a abouti à l'affaiblissement des FARC et à la prise de contrôle de la culture, de la transformation et de la commercialisation de la cocaïne par certains groupes paramilitaires qui ont choisi de ne pas se démobiliser à la fin des années 2000 et se sont donc convertis en bandes criminelles (les BACRIM). Durant tout le conflit en Colombie, selon les niveaux de répression, les cultures se sont déplacées dans les autres pays andins (Pérou et

Bolivie) si bien que les stocks disponibles ont toujours été assurés pour la vente aux groupes criminels mexicains. Certains d'entre ces derniers, bénéficiant de la protection des autorités officielles durant le mandat du président Salinas (1988-1994) et profitant de l'affaiblissement des grands cartels colombiens (Medellin et Cali), sont même devenus les maîtres du trafic intracontinental ; ils dirigent maintenant l'intégralité de leurs routes, achetant la drogue au prix de gros en Colombie et la transitant jusqu'aux Etats-Unis où ils contrôlent une partie de la vente au détail dans certaines grandes agglomérations (Chicago ou Los Angeles, par exemple) ; leur expansion a cependant été contrariée par la guerre contre la drogue qui a été entamée par le gouvernement mexicain à partir de 2007 (Initiative Mérida), sur le modèle du Plan Colombie de 1999. Les organisations criminelles colombiennes continuent aujourd'hui à contrôler le trafic national en Colombie ainsi que le trafic transcontinental (routes africaine et des Caraïbes à destination de l'Europe, via le Brésil et le Venezuela). Faute de disposer du contrôle des routes continentales, elles ont dû abandonner le trafic sur le continent américain.

Il existerait donc une correspondance chronologique entre l'évolution de l'environnement géo-politico-criminel et la transformation des groupes criminels mexicains. C'est ainsi que, sous l'effet des opérations nationales et internationales de répression, de la même manière que les cultures de coca se sont déplacées d'un pays à l'autre à l'intérieur de la zone andine, on a assisté à une recomposition du trafic continental au bénéfice des groupes criminels mexicains. Cette recomposition s'est opérée progressivement depuis les années 1970 à travers quatre générations de narcotrafiquants qui se sont succédées au Mexique. L'analyse détaillée de ces différentes générations de narcotrafiquants a pour objectif de montrer quelles stratégies ont adopté les groupes criminels mexicains pour s'adapter à un contexte politique particulier au Mexique ainsi qu'à leur environnement géopolitique<sup>26</sup>.

### **1. La première génération mexicaine du narcotrafic (années 1960-1970).**

#### **Le développement des moyennes et grandes entreprises liées au trafic de marijuana et d'opium.**

C'est durant cette période qu'émergèrent les moyennes et grandes entreprises (MGE) du crime qui contrôlaient principalement la production et le trafic de marijuana et d'opium provenant du Triangle d'or du nord du Mexique (réunion de parties des Etats du Sinaloa, Sonora, Durango et Chihuahua). A partir de cette époque, le trafic de drogue commença à se développer comme une organisation, mais davantage sociale que criminelle. On ne parlait pas encore de cartels de la drogue, mais plutôt de petits groupes. Ce furent deux parrains qui parvinrent à transformer les anciens réseaux artisanaux de contrebande en structures organisées de trafic de drogue. Juan Nepomuceno Guerra et Pedro Avilés Pérez développèrent

---

<sup>26</sup> La généalogie a été réalisée à partir du recoupement de différents entretiens de terrain et de multiples lectures, notamment, pour ce qui concerne les trois premières générations, l'article de Astorga (Luis), « *Géopolitique des drogues au Mexique* », Revue Hérodote, n° 112, 2004, p. 49-65.

leurs activités chacun de son côté : l'un depuis le territoire du Golfe (nord-est du pays), l'autre du côté du Pacifique (nord-ouest du pays). Le pays est suffisamment grand pour qu'ils aient pu se partager pacifiquement le nord du pays.

Enjeux : 1) le contrôle des zones de culture, 2) le contrôle et le passage de la frontière pour la livraison au marché nord-américain.

Rapport au politique : le contrôle politique régional des organisations illégales s'opérait à travers la tolérance dont ils bénéficiaient de la part des autorités politiques et institutionnelles ; une partie des bénéfices était captée par les politiques locaux et régionaux pour servir des objectifs de développement local ou régional et pour financer certaines opérations informelles du gouvernement fédéral ; le politique dominait et l'extorsion institutionnelle était la règle. Il s'agissait d'une activité économique ordinaire dont l'illégalité concernait principalement les Etats-Unis et qui était protégée par les pouvoirs publics au même titre que les autres activités économiques participant à la construction d'une économie nationale auto-suffisante. Durant cette période, l'Etat considérait que la principale menace provenait des groupes ruraux de guérilla et c'est vers ces derniers qu'était dirigée la répression. Les narcotrafiquants bénéficiaient d'un pacte politique : le gouvernement régulait la production et supervisait le transport jusqu'à la frontière, et les trafiquants de drogues versaient un impôt informel aux autorités qui toléraient cette activité à condition qu'elle ne génère pas de violence, et que, donc, les narcos ne s'exhibent pas armés sur l'espace public (monopole de la violence légitime par l'Etat), et qu'ils ne commercialisent pas la drogue dans le pays. L'impôt informel prélevé remontait, par le canal de la corruption hiérarchique, jusqu'aux plus hautes autorités de l'Etat, était utilisé pour financer le combat contre les groupes subversifs et permettait donc aux narcotrafiquants de s'attirer les bonnes grâces des autorités fédérales. Ce type d'interactions fut développé jusqu'à la présidence de Luis Echeverria (1970-1976) incluse.

Rapport au niveau socio-économique : la pacification des rapports sociaux allait de pair avec une redistribution sociale des bénéfices du trafic par les autorités politiques. Le trafic de drogue n'était pas encore considéré comme une rente significative de laquelle pouvaient être prélevées des sommes importantes. Les rentes les plus rémunératrices de cette époque étaient la rente foncière (privée) et la rente du pétrole (publique) qui suffisaient à assurer l'enrichissement des élites par la corruption institutionnelle redistributive, ainsi qu'un niveau d'investissements suffisant pour le développement du pays.

## **2. La deuxième génération mexicaine du narcotrafic (années 1978-1989).**

### **La décennie du monopole du trafic transnational exercé par le cartel de Guadalajara.**

Eléments extérieurs qui précipitent le changement :

1) Opération Condor (1975-1978) dans le Triangle d'or qui, sous la pression militaire, provoque un déménagement des narco-trafiquants à Guadalajara pour échapper à la répression, et un déplacement des zones de culture dans le Jalisco, le Michoacan et le Guerrero et, donc, une extension des zones de cultures car celles-ci seront reprises dans le Triangle d'or à la fin de l'opération Condor (« *efecto cucaracha* », en référence à l'instinct de survie du cafard qui, chassé d'une maison, se réfugie dans les demeures voisines),

2) Pedro Avilés meurt le 15 septembre 1978 au cours d'une fusillade avec la police.

Rapport au politique : passage de MGE à mafia centralisée et pyramidale. Contrôle mafieux national. La cartellisation mafieuse nationale. Extorsion des groupes criminels par les politiques avec interactions politico-criminelles durant les présidences Lopez Portillo (1976-1982) et Miguel de la Madrid (1982-1988). Implications politiques : trafic protégé par institutions mexicaines ainsi que par la CIA et la DEA (affaire armes contre drogue pour le financement des Contras nicaraguayens).

Rapport au niveau socio-économique : pacification des rapports sociaux avec redistribution sociale des bénéfices du trafic par les acteurs politiques. Les acteurs criminels sont soumis au pacte politique de division entre niveau politique (qui décide, distribue les rentes légales et illégales et en redistribue socialement une partie des bénéfices) et niveau économique (qui fait des affaires et acquitte un impôt informel à l'Etat et à ses représentants).

Enjeu principal : le contrôle des routes transnationales de la cocaïne.

## **3. La troisième génération mexicaine du narcotrafic (1990-2000).**

### **La guerre entre cartels, avec domination des cartels de Tijuana, de Juarez et de la Fédération (Pacifique et Golfe).**

Eléments extérieurs qui précipitent le changement :

1) 1984 : cédant aux pressions nord-américaines, le président Miguel de la Madrid engagea une politique contre le trafic de drogues au Mexique en collaboration avec l'Agence anti-drogues américaine (DEA). La première action fut l'attaque, dans l'Etat du Chihuahua (entre les municipes de Jiménez y Camargo), du ranch "El Búfalo", en novembre 1984, dont était propriétaire Caro Quintero. 450 soldados, appuyés par des hélicoptères, furent engagés dans l'opération qui se solda par la destruction de 8 000 tonnes de marijuana. A l'intérieur du ranch, d'une superficie de 1 000 hectares et où les plantations bénéficiaient des moyens techniques les plus modernes, les soldats découvrirent 10 000 saisonniers travaillant dans des

conditions proches de l'esclavage ainsi que huit policiers de la Direction fédérale de sécurité (DFS) qui étaient chargés de surveiller la main-d'œuvre et d'administrer le domaine.

2) 1985 : affaire Camarena. Après l'attaque du ranch "El búfalo", les responsables du cartel de Guadalajara se mirent à la recherche d'agents de la DEA infiltrés à l'intérieur de leur organisation et qui auraient été à l'origine de l'opération ; pour cela, ils enlevèrent Camarena qui était un agent américain de la DEA en poste à Guadalajara, avec l'intention de lui faire dénoncer ses contacts au sein du cartel de Guadalajara ; il fut assassiné par les hommes du cartel, soit parce que ces derniers ne surent pas doser leur torture, soit parce qu'il aurait découvert que la CIA, sur ordre du gouvernement américain, protégeait le cartel de Guadalajara contre commissions occultes de ce dernier qui étaient destinées à l'achat d'armes pour financer la contre révolution des contras du Nicaragua et, dans ce dernier cas, il aurait été assassiné sur ordre de la DEA,

3) De 1985 à 1989 : arrestation des capos du cartel de Guadalajara et démantèlement du cartel de l'organisation de Guadalajara,

4) Affaiblissement des grands cartels colombiens (Medellin avec la mort de Pablo Escobar en 1993, et Cali avec l'arrestation des frères Orejuela en 1995) et réajustement entre narco-guérillas et paramilitaires des AUC durant le Plan Colombie (initié en 1999).

5) 24 mai 1993 : fusillade de l'aéroport de Guadalajara entre les groupes de Tijuana et de Sinaloa dont réchappe le Chapo Guzman et au cours de laquelle est assassiné le cardinal Posadas ; le Chapo Guzman se réfugie au Guatemala, où il est arrêté le 9 juin 1993, extradé au Mexique et incarcéré à la prison de haute sécurité de Puente Grande (Jalisco) d'où il s'évade en 2001 ; il sera à nouveau arrêté en 2014.

Relations entre groupes criminels : les cartels mexicains deviennent les maîtres du trafic intracontinental (de la production à la consommation, en passant par le trafic, la vente de demi-gros, la distribution de détail et le blanchiment). Privés de l'instance de pacification que constituait la mafia du cartel de Guadalajara, les cartels régionaux entament une guerre fratricide pour consolider et étendre leurs territoires ainsi que pour sécuriser leurs routes de transit de drogue vers les Etats-Unis. Cette guerre les affaiblit ce qui a tendance à accroître le contrôle politique des activités criminelles ; les groupes criminels sont mis sous tutelle par le pouvoir politique qui les protège au niveau régional.

Rapport au politique : Durant le mandat de Miguel de la Madrid (1982-1988) la rente illégale fut transférée du trafic bi-national de marijuana (Mexique-Etats-Unis) au trafic transnational de cocaïne (zone andine-Etats-Unis, via le Mexique) ; la nouvelle rente fut tolérée par le gouvernement mexicain. La corruption changea de forme : alors qu'auparavant, ses bénéfices étaient captés directement par le niveau politique des gouverneurs, elle se diversifia et se "démocratisa" au profit direct des policiers et des fonctionnaires d'Etat. C'est sur cette base que se constituèrent les grands cartels des Arellano Félix (Tijuana), de Juan García Ábrego

(Nuevo Laredo, cartel du Golfe) et de Amado Carrillo, *el Señor de los Cielos* (cartel de Juárez)<sup>27</sup>. La cartellisation mafieuse régionale demeura soumise au contrôle politique national, notamment durant les présidences Salinas de Gortari (1988 à 1994) et Zedillo (1994-2000). A partir de cette période la répression sera sélective, chaque nouveau président privilégiant un cartel et réprimant les autres, afin de marquer son indépendance vis-à-vis de son prédécesseur : sous la présidence Salinas, les cartels de Tijuana et du Golfe sont épargnés ; sous la présidence Zedillo, le cartel de Juarez est épargné. Sous les présidences panistes Fox et Calderon (2000-2012), le cartel du Pacifique est épargné. Lorsque le PRI est au pouvoir au niveau national, il bénéficie du soutien actif de ses puissants gouverneurs (Sonora, Yucatan, Quintana Roo, Guerrero, Jalisco, Chihuahua, Sinaloa) qui extorquent et protègent les cartels régionaux. Egalement à partir de cette période, le contrôle politique des activités criminelles s'adaptera au contexte électoral : lorsque les Etats fédérés passent sous le contrôle de l'opposition, les arrangements criminels sont pris en charge soit directement par le niveau national, soit à partir d'une alliance entre niveaux national et municipal (cas de l'Etat du Chihuahua passé à l'opposition paniste entre 1992 et 1998, et de l'Etat de Basse-Californie passé à l'opposition paniste depuis 1989) ; lorsque le PRI perd le contrôle du pouvoir politique au niveau national (de 2000 à 2012), on assiste à une régionalisation et à une municipalisation politiques du contrôle du trafic sous contrôle des gouverneurs priistes ou panistes.

Rapport au niveau socio-économique : pacification des rapports sociaux avec redistribution sociale des bénéfices du trafic.

Modèle d'organisation mafieuse dominant : la confédération du cartel de Tijuana.

Affrontements entre cartels de Tijuana (protégé par la famille Hank Gonzalez), Juarez et Sinaloa.

Zones stratégiques conflictuelles :

- 1) Les routes inter-régionales,
- 2) Les postes frontières (Reynosa, Ciudad Juarez, Tijuana, Nuevo Laredo) pour le passage de la drogue vers les Etats-Unis.

Durant la période existèrent six grands cartels de la drogue, formés à partir des places héritées du Cartel de Guadalajara, qui opéraient au niveau national : les cartels de Tijuana, Colima, Juarez, Sinaloa, du Golfe et de Oaxaca.

---

<sup>27</sup> Cf. Hernandez (Anabel), *Los señores del narco*, Mexico, Ed. Grijalbo Actualidad, 2011.



#### **4. La quatrième génération mexicaine du narcotrafic (depuis 2000).**

##### **Guerre contre les cartels, poursuite de la guerre entre cartels, fragmentation des cartels et suprématie actuelle des cartels rivaux de Sinaloa et des Zetas.**

Eléments extérieurs qui précipitent le changement :

1997 : mort de Amado Carrillo Fuentes (capo du cartel de Juarez depuis 1993).

2000 : affaiblissement du cartel de Tijuana (compromis avec les FARC colombiennes),

2007 : Initiative Mérida de répression officielle contre les cartels,

2010 : déclin du cartel du Golfe, qui était associé aux Zétas depuis 1999, à cause de la scission des Zétas.

2008-2011 : guerre entre les cartels de Sinaloa et de Juarez pour l'appropriation de la place de Ciudad Juarez.

2013 : prise du port de Lazaro Cardenas par l'armée dans le but d'affaiblir les Caballeros templarios et arrestation, en avril 2014, du maire PRD de Lazaro Cardenas ainsi que du premier ministre (secretario de Gobierno) priiste de l'Etat du Michoacán.

2014 : arrestation de Joaquin Guzman Loera ("El Chapo"), chef du cartel de Sinaloa, remplacé par Ismael Mario Zambada ("El Mayo"), qui s'explique soit par le fait que le nouveau président du Mexique (comme ce fut le cas du président Samper en Colombie) aurait été victime d'un chantage de la part des autorités américaines disposant des preuves qu'il avait financé sa campagne électorale avec des financements provenant du cartel de Sinaloa, soit parce qu'il a voulu marquer son autorité et son indépendance en choisissant une alliance avec un nouveau cartel qui sera lui-même chargé de faire la guerre aux autres.

Rapport au politique : la cartellisation politico-mafieuse régionale. Les cartels deviennent dominants dans certains Etats du Mexique (Michoacan, Tamaulipas) par rapport aux représentants politiques et institutionnels) avec un risque d'infiltration mafieuse des pouvoirs politique et économique. En effet, la diversification des activités criminelles des cartels (extorsions, enlèvements, trafic d'êtres humains, implication dans l'économie légale...) est telle que le marché de la protection envahit l'économie légale locale, touche toutes les couches sociales de la société (criminalisation de la société) et remet en question la légitimité du pouvoir politique considéré comme impuissant à assurer l'ordre public, ce qui justifiera la guerre contre la drogue entamée en 2007. Cartel dominant épargné durant la présidence Calderon (2006-2012) : le cartel du Pacifique, associé au cartel bolivien de Wyss Pablo Ramirez et allié au cartel mexicain du Golfe contre le Cartel des Zetas<sup>28</sup>.

Rapport au niveau socio-économique : de la part des narcotrafiquants, tendance à la criminalisation des rapports sociaux avec prédation des bénéfices des activités légales

---

<sup>28</sup> Cf. José Reveles, *El Cártel incómodo*, Mexico, Ed. Grijalbo, 2010.

(extorsion) et blanchiment des bénéfices du trafic par la corruption des autorités politiques et institutionnelles locales. Le changement le plus important – aux conséquences cruciales autant en termes économiques qu'en termes de légitimité politique – opéré par les groupes criminels depuis le début des années 2000 aura été la diversification de leurs activités vers le marché de la protection. Alors que jusque là l'extorsion était marginale, elle s'est maintenant étendue sur de larges parties du territoire national avec la complicité des forces de police qui participent à ce marché fondé sur l'extension de *la loi du plus fort* au détriment des acteurs légaux et qui aboutit à la formation d'une nouvelle rente criminelle. Jusque là, les groupes criminels se contentaient d'entrer en compétition violente entre eux, pour le contrôle et la marchandisation de "places", et, une fois la conquête de territoire réalisée, le vainqueur faisait payer une taxe aux groupes criminels de statut et de puissance inférieurs qui y développaient des activités souterraines ; à partir du début des années 2000, ils ont également imposé le paiement d'un "impôt informel" aux commerçants ou aux entrepreneurs formels qui développent leurs activités légales ou tolérées sur le territoire de ces "places". Le pacte priiste de non ingérence des acteurs du souterrain dans les activités légales, de division entre activités légales et illégales et de séparation entre acteurs politiques (qui protègent, c'est-à-dire pacifient le territoire, créant ainsi un climat propice aux affaires légales) et acteurs économiques (légaux ou illégaux qui profitent de cette pacification du territoire pour faire des affaires), a ainsi été rompu du fait que les acteurs économiques illégaux se sont accaparés une fonction politique. La sécurité publique s'est donc trouvée privatisée et commercialisée par les acteurs criminels.

Rapport au niveau institutionnel : en 2008, la *Operación Limpieza* ("Opération Propreté") conduit à l'arrestation de hauts gradés de la police mexicaine, accusés d'être corrompus par le Cartel de Sinaloa, dont certains proches du directeur de l'AFI (Agence fédérale d'investigations), ce dernier étant contraint à la démission ; parmi les responsables arrêtés, se trouve également le chef de la police fédérale préventive, incarcéré en novembre 2008. A partir de 2013, le nouveau gouvernement mexicain choisit de privilégier le renseignement et la prévention des délits au détriment l'affrontement armé.

Relations entre groupes criminels : La guerre entre les cartels se poursuit. Un phénomène nouveau apparaît : l'émergence de milices anti-narcos. La guerre entre les cartels de la troisième génération produit un effritement de ces derniers et, donc, une multiplication du nombre de cartels et une augmentation de la violence liée aux règlements de compte entre eux. La violence est décuplée lorsque le gouvernement choisi, en 2007, d'entrer lui-même dans la guerre en utilisant l'armée pour éliminer les cartels et couper les liens entre ces derniers et les représentants institutionnels (politiques ou membres de forces de police) locaux et régionaux.

Des règles opposées :

Suivant le même schéma évolutif que les paramilitaires colombiens (AUC) qui s'étaient ensuite transformés en bandes criminelles, ou que les milices des favelas de Rio, les groupes de la Familia michoacana et des Caballos templarios se sont présentés à l'origine comme des groupes anti-narcos pour se légitimer auprès de la population ; après avoir évincé les groupes de narcotrafiants qui étaient présents sur le territoire, ils ont pris leur place, se sont accaparés leurs rentes illégales et ont poursuivi les activités criminelles de leurs prédécesseurs.

Les cartels de Sinaloa et de Jalisco Nueva Generacion défendent des règles de "moralisation de la criminalité" à partir desquelles ils s'assument comme groupes de narcotrafiants, mais s'interdisent d'interférer sur les activités légales et, donc, de pratiquer des enlèvements, des accaparements de terres ainsi que des enlèvements de commerçants et d'hommes d'affaires. En cela, ils s'opposent aux groupes des Zetas et des Caballeros templarios. La moralisation de la criminalité défendue par ces groupes s'oppose autant à la règle du « *tout est permis* » pratiquée par leurs groupes rivaux, vis-à-vis desquels ils développent *la loi du plus fort* à travers l'affrontement direct, qu'à l'objectif d'élimination de la criminalité défendu par les autorités officielles vis-à-vis desquelles ils pratiquent des arrangements corruptifs. Dans la réalité, les déclarations morales de principe sont transgressées et l'extorsion des acteurs légaux par les acteurs criminels s'opère également sur les territoires des cartels qui s'y opposent.

Des alliances précaires :

Des alliances régionales temporaires de circonstance sont formées, liées à des enjeux locaux ; parce que ces alliances sont changeantes, elles peuvent donc ne pas être respectueuses des territoires de chacun des membres qui les composent et ne s'avèrent pas suffisantes pour assurer un ordre criminel. Une alliance consiste à louer un territoire (une place) aux membres de son alliance, sur la base d'un pacte de non agression ; les ennemis sont les groupes qui utilisent un territoire qui ne leur appartient pas sans payer de redevance. Parmi les principales alliances de circonstance, on citera :

- de 2000 jusqu'en 2008 : existence de la Fédération Sinaloa-Juarez-Milenio contre le Cartel du Golfe ; il s'agissait d'une alliance souple, chaque membre conservant une liberté d'action sur son territoire.
- depuis 2009 : alliance entre Zetas, Cartel de Juárez, Cartel de Tijuana et Cartel des Beltrán-Leyva contre alliance Cartel de Sinaloa, Cartel du Golfe, Familia Michoacana et Maras Salvatrucha.
- depuis 2011, alliance entre le Cartel des Beltrán Leyva, le Cartel du Golfe et les Caballeros templarios pour le transport de drogue vers les Etats-Unis ; sur les territoires de la frontière nord, cette alliance s'oppose autant au Cartel de Sinaloa qu'au cartel des Zetas.

Enjeu : le contrôle des places pour :

- 1) le marché de la protection,
- 2) la culture et la vente de drogue,
- 3) le contrôle des routes et, particulièrement, le contrôle des ports et des postes frontières.

Zones stratégiques conflictuelles :

1) les grandes villes (Mexico, Guadalajara, Monterrey) pour la rente d'extorsion et leur approvisionnement en drogues ; elles sont l'objet du conflit entre Cartel du Golfe et les Zetas, pour le contrôle de la ville de Monterrey (où se trouvent également des laboratoires de fabrication de méthamphétamines) ; elles sont également l'objet du conflit entre Cartel de Jalisco Nueva Generacion, associé au Cartel de Sinaloa, contre les Caballeros templarios, pour le contrôle de la ville de Guadalajara.

2) les ports (Vera Cruz, Manzanillo, Lazaro Cardenas) pour l'exportation de marchandises illégales (drogues, minerais extraits illégalement) et l'importation de marchandises de contrefaçon ou de contrebande, d'armes, de composants chimiques pour la fabrication de méthamphétamines ; ils sont l'objet du conflit entre Caballeros templarios et Cartel du Milenio, associé au Cartel de Sinaloa, pour le contrôle du port de Lazaro Cardenas<sup>29</sup> ; objet du conflit entre Cartel de Jalisco Nueva generacion, associé au Cartel de Sinaloa, et les Zetas pour le contrôle du port de Vera Cruz.

3) Les postes frontières (Reynosa, Ciudad Juarez, Tijuana, Nuevo Laredo) pour le passage illégal des marchandises ; depuis 2000, ils sont l'objet du conflit entre Cartel de Sinaloa et association Cartel de Tijuana-Zétas, pour le contrôle du poste frontière de Tijuana ; de 2008 à 2010, objet du conflit entre Zetas, Cartel du Golfe, Cartel de Juarez et Cartel de Sinaloa, pour le contrôle du poste frontière de Ciudad Juarez ; depuis 2003, objet du conflit entre Zetas, Cartel du Golfe et Cartel de Sinaloa pour le contrôle du poste frontalier de Nuevo

---

<sup>29</sup> Le port de Lazaro Cardenas est le plus important port de marchandises du pays. Les groupes criminels du Michoacan ont diversifié leurs activités à un point tel que, dans la Tierra caliente, le groupe des Caballeros templarios – ainsi que des entrepreneurs chinois installés sur place – ont financé des paysans pour qu'ils exploitent de manière illégale des mines de fer sur leurs terres, le minerai étant ensuite exporté vers la Chine à partir du port de Lázaro Cárdenas. A partir de 2010, suite à la crise financière qui provoqua une récession économique, la demande mondiale, et notamment, provenant de Chine, baissa, provoquant une chute des cours des matières premières et un moindre rendement pour les paysans et les Caballeros. Bien que ces derniers n'acceptaient pas cette logique du marché qui remettait en cause les accords conclus avec les importateurs chinois, le commerce continua car les prix demeuraient attractifs. Grâce à la corruption des autorités portuaires opérée par les Caballeros, le minerai illégal pouvait être exporté vers la Chine, les Caballeros apparaissant ainsi comme un intermédiaire obligé pour les entrepreneurs chinois installés au Michoacan. cf. *Expansion* du 16 janvier 2014. Tout le monde y gagnait : les fonctionnaires du port qui recevaient un complément de salaire appréciable, les exportateurs illégaux qui vendaient en Chine avec de confortables marges et les paysans qui réalisaient des bénéfices importants en commerçant avec les exportateurs illégaux (criminels ou non) – ces groupes payaient entre 50 et 65 dollars la tonne de fer extraite au lieu de 3,3 dollars la tonne qu'offraient les exportateurs légaux. La conséquence de ce commerce illégal fut la prise de contrôle de ce port par les acteurs criminels qui s'en servaient également pour importer des précurseurs chimiques nécessaires à la fabrication de méthamphétamines ainsi que pour exporter la drogue (cannabis et héroïne) produite localement, ce qui justifia l'intervention de l'armée en novembre 2013. En mars 2014, les autorités fédérales saisirent dans le port 119 000 tonnes de minerais illégal qui allaient être exportées vers la Chine.

Laredo (Etat du Tamaulipas)<sup>30</sup> ; depuis 2010, objet du conflit entre l'alliance Caballeros templarios-Golfe et Beltran Leyva contre les Zetas et contre l'association Sinaloa-Jalisco Nueva Generacion, pour le contrôle de l'Etat du Tamaulipas et, notamment, du poste frontière de Reynosa (Tamaulipas).

4) Le Triangle d'or (situé à la confluence des Etats du Sinaloa, Sonora, Durango et Chihuahua) : une zone de production de cannabis et de pavot où se trouvent également des laboratoires de fabrication d'héroïne ; il est l'objet de conflits récurrents entre les cartels de Sinaloa, Beltran Leyva et Juarez.

5) La Tierra caliente (zone incluant des parties des Etats du Michoacan, Guerrero, Morelos et de l'Etat de Mexico) : c'est une zone de culture de cannabis et d'opium, de présence de laboratoires de drogues synthétiques et qui est traversée par une des routes du Pacifique transitant la cocaïne ; c'est à partir de cette zone que sont approvisionnées en drogues les villes de Guadalajara et de Mexico, une partie de la cocaïne andine y étant retenue pour fournir le marché national ; elle est l'objet du conflit entre le Cartel de Milenio, associé au Cartel de Jalisco Nueva Generacion et au Cartel de Sinaloa, la Familia Michoacana, les Caballeros templarios et les milices d'autodéfense.

Les principaux nouveaux groupes criminels ou sociaux actuels qui se sont surajoutés aux groupes criminels de la troisième génération sont : le Cártel del Milenio, la Familia Michoacana, le Cartel des Beltrán Leyva, le Cartel de Jalisco Nueva Generacion (autrement dénommé "Mata Zétas", c'est-à-dire "Tueurs de Zetas"), les Zetas, les Caballeros templarios et les milices (groupes d'autodéfense citoyenne ou groupes armés paramilitaires ?).

## CONCLUSION

Diverses constantes apparaissent à l'issue de cette analyse généalogique des cartels mexicains de la drogue :

- 1) Un groupe criminel se forme par la violence, en s'imposant sur un territoire.
- 2) Il se maintient vis-à-vis de l'extérieur par la pacification des relations sociales à l'intérieur du territoire conquis (mise sous tutelle ou élimination des groupes transgressifs rivaux), par la conservation de son monopole territorial en empêchant l'intrusion de nouveaux arrivants et par l'entretien de rapports corruptifs avec les autorités officielles ; et, vis-à-vis de l'intérieur de l'organisation, en maintenant des rapports hiérarchiques soumis à une autorité, en déléguant du pouvoir à des membres issus de la famille du chef de l'organisation et en pratiquant une justice expéditive aux traîtres à l'organisation ; c'est l'entretien de rapports de

---

<sup>30</sup> Le poste frontière de Nuevo Laredo est le plus important en termes de trafic transfrontalier de camions de marchandises.

corruption avec les autorités officielles qui est déterminant pour la survivance et le statut (artisanale, moyenne ou grande) d'une organisation criminelle : plus ces rapports de corruption se situent à un haut niveau hiérarchique de l'appareil de gouvernement ou des autorités répressives, plus l'organisation sera sécurisée car elle bénéficiera d'une protection officielle ; cette protection officielle est toujours temporaire, liée elle-même à des rapports de forces à l'intérieur de l'appareil d'Etat qui échappent au contrôle des groupes criminels, excepté dans le cas d'Etats mafieux et, donc, ne concernant pas le Mexique.

3) Il se transmet généralement aux membres (frères, enfants, neveux) de la famille du chef lorsque ce dernier est emprisonné ou meurt.

4) La nature criminelle a horreur du vide : un territoire stratégique sera conquis par un cartel rival si l'organisation qui le contrôle est affaiblie par une crise d'autorité interne ou par une répression des autorités officielles.

Au Mexique, pays dont le système politique est fondé sur des arrangements corruptifs avec prédominance du niveau politique, la répression systématique des groupes criminels entamée à partir de 2007, a été un échec parce qu'elle ne s'est pas attaquée à la corruption politique au plus niveau des hiérarchies régionales (les gouverneurs, les membres des cabinets des gouverneurs ainsi que les familles des gouverneurs et des membres de leurs cabinets), c'est-à-dire à la structure même du système politique mexicain qui en fait un système perméable à des connivences criminelles. Cette politique répressive a été un échec car elle a privilégié l'objectif, impossible à atteindre, d'élimination de la criminalité, au détriment d'un objectif d'élimination des connivences entre acteurs intégrés, notamment politiques, et acteurs criminels ; la répression orientée vers ce dernier objectif aurait permis au pays de s'engager dans la voie de l'Etat de droit mais elle aurait eu le "désavantage", en termes de reproduction des pouvoirs établis, de s'attaquer au clientélisme politique et aux rentes de corruption des élites. Cet échec de la politique répressive dirigée prioritairement contre les groupes criminels est attesté par le fait que cette dernière a produit les effets suivants :

- Un accroissement de la violence et de l'insécurité (dans la société, les prisons), et, donc, un délitement de l'ordre public,
- Un accroissement de la corruption politique et institutionnelle aux niveaux municipal et régional,
- Un accroissement des atteintes aux droits de l'homme par l'armée et la police pratiquant la torture ou l'élimination physique à l'égard des petits et moyens délinquants emprisonnés, dans le but de remonter les filières des réseaux criminels,
- Une militarisation de l'ordre public, l'armée – ayant pour fonction la défense des frontières et de la souveraineté nationale – intervenant pour exécuter une politique intérieure de répression, ce qui atteste d'une perte de confiance dans les forces de police – garantes de l'ordre et de la sécurité publiques – considérées comme corrompues, participant aux activités criminelles et infiltrées par le monde du crime,

- Une perte de légitimité du politique, incapable d'endiguer la violence et d'opérer une pacification des rapports sociaux,
- Une diversification des activités criminelles (trafic d'immigrés, extorsions, enlèvements avec demandes de rançon...) par les groupes de narcotrafiquants afin de compenser le risque de diminution des profits liés au trafic de drogue,
- Une régionalisation du trafic et de la corruption qui lui est liée, avec une perte de contrôle des autorités fédérales sur le développement des activités criminelles,
- Une multiplication des groupes de narcotrafiquants à cause de la répression touchant le sommet régulateur des pyramides mafieuses, aboutissant à des scissions internes et à l'autonomisation des clans qui les composaient,
- Une criminalisation de la délinquance ordinaire et locale, qui échappe de plus en plus au contrôle des grands groupes criminels, favorisée par la disponibilité d'armes létales sur le marché souterrain du fait de la diversification des activités criminelles vers le trafic d'armes.

De tout cela, il a résulté une déstabilisation des rapports sociaux qui a provoqué une perte de légitimité des autorités politiques, plaçant ces dernières face à un dilemme de choix politique suivant : soit diminuer la violence en négociant avec les narcotrafiquants, ce qui aura pour effet d'accroître la corruption extra-systémique dans un environnement régional où les groupes criminels ont parfois pris l'ascendant sur les groupes politiques, soit poursuivre la politique répressive avec un risque d'augmentation de la violence. Ces deux politiques, ou un mélange des deux, s'avèrent contradictoires avec un objectif d'établissement d'un Etat de droit. En effet, ce dernier ne pourrait être envisagé qu'à trois conditions : la mise en place de politiques publiques de développement dans les régions et les zones péri-urbaines enclavées ou paupérisées, la lutte contre le blanchiment et la lutte contre l'impunité des gouverneurs. Or, les politiques publiques de développement intégral seraient d'un tel coût qu'elles échappent aux moyens financiers dont dispose l'Etat libéral mexicain ; la politique de lutte contre le blanchiment, parce qu'elle devrait cibler autant les institutions bancaires nationales, contrôlées aujourd'hui par des banques internationales, que les paradis fiscaux, est hors de portée du seul gouvernement mexicain ; et la politique de lutte contre la haute corruption politique semble incompatible avec la corruption structurelle comme mode de gouvernement et de formation de clientèles socio-politiques ainsi qu'avec la structure pyramidale libérale du système politique mexicain qui rend le président dépendant des grands gouverneurs régionaux. De tout cela, et principalement parce que les hiérarchies politiques et criminelles s'avèrent aujourd'hui incapables de réguler les rapports criminels, il résulte un blocage du système politique mexicain dans son rapport au crime. Ce blocage va s'opérer en même temps que l'expansion du crime (le morcellement et la multiplication, par le bas, des organisations), d'autant plus que les mesures de sécurisation de la frontière nord du pays et, donc, d'augmentation des coûts du franchissement de la frontière, vont inévitablement accroître l'attractivité du marché intérieur mexicain.